### ROYAUME DU MAROC

### **BULLETIN OFFICIEL**

### EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS		ARIFS	D'ABONNEMENT  A L'ETRANGER	ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH
Edition générale  Edition des débats de la Chambre des Représentants  Edition des débats de la Chambre des Conseillers  Edition des annonces légales, judiciaires et administratives  Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière  Edition de traduction officielle	250 DH 250 DH	1 an 400 DH 200 DH 200 DH 300 DH 300 DH 200 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide interna- tionale, les tarifs prévus ci- contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	Tél.: 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n°: 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
L'édition de traduction officielle contient la des accords internationaux lorsqu'aux termes	traductions des acco	on officiel ords, ledit	lle des lois et règlements ainsi o t texte fait foi, soit seul, soit co	que le texte en langue étrangère ncurremment avec le texte arabe
SOMMAIRE	р	ages	D/ 0.2 1/ 200 J. 22	Pages
TEXTES GENERAUX			de développement re	élaboration du programme égional, de son suivi, de le son évaluation et des

391

### Nomination du Chef du gouvernement.

Dahir nº 1-17-04 du 18 journada II 1438 (17 mars 2017) portant nomination de Monsieur Saad Dine EL OTMANI, Chef du gouvernement..... 388

### Nomination des membres du gouvernement.

Dahir nº 1-17-07 du 9 rejeb 1438 (7 avril 2017) portant nomination des membres du gouvernement......

### Lois organiques relatives aux régions, provinces et préfectures. - Décrets d'application.

Décret nº 2-16-297 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'organisation des sessions de formation continue au profit des membres des Conseils des collectivités territoriales, leur durée, les conditions pour en bénéficier et la contribution des collectivités territoriales à la couverture de leurs frais.....

mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.....

Décret n° 2-16-300 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure d'élaboration du programme de développement de la préfecture ou de la province, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration......

Décret nº 2-16-301 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure d'élaboration du plan d'action de la commune, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.....

Décret nº 2-16-302 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) pris pour l'application des dispositions de l'article 52 de la loi organique nº 111-14 relative aux régions.....

392

396

398

			DENEST TO
Décret n° 2-16-303 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) pris pour l'application des dispositions de l'article 50 de la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces  Décret n° 2-16-304 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) pris pour l'application des dispositions de l'article 49 de la loi organique n° 113-14 relative	432	Décret n° 2-16-316 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la liste des documents devant être joints au budget de la commune soumis à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation	511
Décret n° 2-16-305 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure et les délais de préparation	466	budget de la région Décret n° 2-16-318 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'élaboration des états	512
de la programmation triennale du budget de la région	505	financiers et comptables accompagnant le budget de la préfecture ou de la province	512
Décret n° 2-16-306 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant le contenu de la programmation triennale du budget de la préfecture ou de la province et les modalités de son élaboration	505	Décret n° 2-16-319 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'élaboration des états financiers et comptables accompagnant le budget de la commune	513
Décret n° 2-16-307 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant le contenu de la programmation triennale du budget de la commune et les modalités de son élaboration.	506	Décret n° 2-16-404 du 30 chaoual 1437 (4 août 2016) fixant les conditions et les procédures de promotion de la coopération, la concertation et la complémentarité entre la préfecture ou la province et les communes relevant de son ressort	
Décret n° 2-16-308 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les conditions et les modalités de virement des crédits ouverts au budget de la région	506	territorial, en tout ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage déléguée	514
Décret n° 2-16-309 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les conditions et les modalités de virement des crédits ouverts au budget de la préfecture ou de la province	507	Décret n° 2-16-401 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant la forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la région et les pièces justificatives qui doivent y être jointes	515
Décret n° 2-16-310 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les conditions et les modalités de virement des crédits ouverts au budget de la commune Décret n° 2-16-311 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016)	508	Décret n° 2-16-402 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant la forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la préfecture ou de la province et les pièces justificatives qui doivent y être jointes	516
fixant les modalités de report des crédits ouverts au budget de la région	509	Décret n° 2-16-403 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant la forme de la pétition	
Décret n° 2-16-312 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités de report des crédits ouverts au budget de la préfecture ou de la province	509	déposée auprès du président du Conseil de la commune et les pièces justificatives qui doivent y être jointes.  Décret n° 2-16-493 du 4 moharrem 1438	517
Décret n° 2-16-313 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités de report des crédits ouverts au budget de la commune	510	(6 octobre 2016) fixant les conditions d'octroi des indemnités et leurs montants aux présidents des Conseils des communes et arrondissements	
Décret n° 2-16-314 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la liste des documents devant être joints au budget de la région soumis à la commission du budget, des affaires financières et de la		et leurs vice-présidents, aux secrétaires des Conseils et leurs adjoints et aux présidents des commissions permanentes et leurs vice- présidents	517
programmation	510	(6 octobre 2016) fixant les conditions d'octroi des indemnités et leurs montants au président du Conseil de la préfecture ou de la province et ses vice-présidents, au secrétaire du Conseil et son adjoint et aux présidents des commissions	
financières et de la programmation	511	permanentes et leurs vice-présidents	520

	Pages		Pages
Décret n° 2-16-495 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant les conditions d'octroi des indemnités et leurs montants au président du Conseil de la région et ses vice-présidents, au secrétaire du Conseil et son adjoint, aux présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents ainsi qu'aux présidents de groupes	522	Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 150-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « AGROMILLORA MAROC » pour commercialiser des semences et plants certifiés d'agrumes.  Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche	527
Modification de la nomenclature du tarif des droits de douane.		maritime n° 151-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de l'établissement « KARAMA EL BACHIR »	
Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 545-17 du 6 rabii II 1438 (5 janvier 2017) portant modification de la nomenclature du tarif des droits de douane	524	pour commercialiser des semences certifiées de maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des plants certifiés des rosacées à pépins et des semences et plants certifiés des rosacées à noyau	527
« Société Nord pour l'aménagement et le développement SA » SNAD. – Création.		Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 152-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société «PIONAGRI» pour commercialiser des	
Décret n° 2-16-693 du 10 journada II 1438 (9 mars 2017) portant création d'une société anonyme dénommée « Société Nord pour l'aménagement et le développement SA » SNAD	525	semences certifiées de maïs, de légumineuses alimentaires, de légumineuses fourragères, des oléagineuses, des semences standard de légumes et des plants certifiés de pomme de terre	528
Agréments pour la commercialisation des	323	Hydrocarbures. – Approbation d'un avenant à un accord pétrolier.	
semences et de plants.		Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du	
Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 148-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « FRIGUS » pour commercialiser des plants certifiés de pomme de terre	526	commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement par intérim et du ministre de l'économie et des finances n° 404-17 du 9 joumada I 1438 (7 février 2017)	
Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 149-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « TECHNOBIZ » pour commercialiser des plants certifiés de pomme de terre	526	approuvant l'avenant n° l à l'accord pétrolier « MOULAY BOUCHTA » conclu, le 3 ramadan 1437 (9 juin 2016), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited »	529

### **TEXTES GENERAUX**

### Dahir nº 1-17-04 du 18 journada II 1438 (17 mars 2017) portant nomination

### de Monsieur Saad Dine EL OTMANI, Chef du gouvernement

### LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 47,

### A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. – A compter du 18 journada II 1438 (17 mars 2017) Monsieur Saad Dine EL OTMANI est nommé Chef du gouvernement.

ART. 2. – Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*, et abrogera, à compter de la date précitée, les dispositions du dahir n° 1-16-160 du 15 moharrem 1438 (17 octobre 2016) portant nomination de Monsieur Abdel-Ilah BENKIRAN, Chef du gouvernement.

Fait à Casablanca, le 18 journada II 1438 (17 mars 2017).

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6554 du 24 journada II 1438 (23 mars 2017).

### Dahir nº 1-17-07 du 9 rejeb 1438 (7 avril 2017) portant nomination des membres du gouvernement

### LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 47;

Vu le dahir n° 1-17-04 du 18 journada II 1438 (17 mars 2017) portant nomination de Monsieur Saad Dine EL OTMANI, Chef du gouvernement;

Sur proposition du Chef du gouvernement ;

Considérant le serment prêté devant Notre Majesté,

### A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. - Sont nommés à compter du 7 rejeb 1438 (5 avril 2017) :

M. Elmostafa RAMID	Ministre d'Etat chargé des Droits de l'Homme;
M. Abdelouafi LAFTIT	Ministre de l'intérieur;
M. Nasser BOURITA	Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale;
M. Mohamed AUAJJAR	Ministre de la justice ;
M. Ahmed TOUFIQ	Ministre des Habous et des affaires islamiques;
M. Mohamed HAJOUI	Secrétaire général du gouvernement ;
M. Mohamed BOUSSAID	Ministre de l'économie et des finances;
M. Aziz AKHANNOUCH	Ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts;
M. Mohamed Nabil BENABDALLAH	Ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville;
M. Mohamed HASSAD	Ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;
M. Mly Hafid ELALAMY	Ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique;
M. Abdelkader AMARA	Ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau;
M. El Houssaine LOUARDI	Ministre de la santé;
M. Aziz RABBAH	Ministre de l'énergie, des mines et du développement durable ;
M. Mohamed SAJID	Ministre du tourisme, du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale;
M. Rachid TALBI ALAMI	Ministre de la jeunesse et des sports;
M. Mohamed EL AARAJ	Ministre de la culture et de la communication;
Mme Bassima HAKKAOUI	Ministre de la famille, de la solidarité, de l'égalité et du développement social;
M. Mohamed YATIM	Ministre de l'emploi et de l'insertion professionnelle;
M. Abdeltif LOUDYI	Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé de l'administration de la défense nationale ;

M. Lahcen DAOUDI	Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance;
M. Mustapha KHALFI	Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des relations avec le Parlement et la société civile, Porte-parole du gouvernement;
M. Mohammed BENABDELKADER	Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé de la réforme de l'administration et de la fonction publique;
M. Abdelkrim BENOUTIQ	Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration;
M. Noureddine BOUTAYEB	Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ;
M. Mohamed Najib BOULIF	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, chargé du transport;
Mme Mbarka BOUAIDA	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, chargée de la pêche maritime;
Mme Charafat EL YEDRI AFAILAL	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, chargée de l'eau;
Mme Jamila ELMOSSALI	Secrétaire d'Etat auprès du ministre du tourisme, du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale, chargée de l'artisanat et de l'économie sociale;
Mme Mounia BOUCETTA	Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale;
M. Hammou OUHELLI	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, chargé du développement rural et des eaux et forêts;
Mme Fatna EL K'HIEL	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, chargée de l'habitat;
M. Khalid SAMADI	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;
M. Larbi BENCHEIKH	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, chargé de la formation professionnelle;
MIle Rakiya EDDARHEM	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, chargée du commerce extérieur;
Mme Lamia BOUTALEB	Secrétaire d'Etat auprès du ministre du tourisme, du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale, chargée du tourisme;
M. Othmane EL FERDAOUS	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, chargé de l'investissement;
Mme Nezha EL OUAFI	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines et du développement durable, chargée du développement durable.

ART 2. - Le présent dahir sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Casablanca, le 9 rejeb 1438 (7 avril 2017).

Pour contreseing:

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6558 bis du 9 rejeb 1438 (7 avril 2017).

Décret n° 2-16-297 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'organisation des sessions de formation continue au profit des membres des Conseils des collectivités territoriales, leur durée, les conditions pour en bénéficier et la contribution des collectivités territoriales à la couverture de leurs frais.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n°111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 56;

Vu la loi organique n°112-14 relative aux provinces et préfectures promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 54;

Vu la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 53;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – Au sens du présent décret, les sessions de formation continue comprennent, en particulier, les séminaires, les rencontres, les cycles et les ateliers de formation ainsi que la formation à distance. Elles peuvent également comprendre des visites de terrain en relation avec l'objet de la formation.

ART. 2 – En application des dispositions de l'article 82 de la loi organique susvisée n°111-14, la région supervise la formation continue dispensée aux membres des Conseils des collectivités territoriales dans les domaines relevant des compétences qui leur sont dévolues par les textes législatifs en vigueur.

À cet effet, la région élabore, durant la première année du mandat du Conseil, en coordination avec les provinces, préfectures et communes relevant de son ressort territorial, le schéma directeur régional de formation continue.

- ART. 3 Le schéma directeur régional de formation continue est un document régional qui fixe, à partir d'un diagnostic préalable des qualifications des membres des Conseils des collectivités territoriales, des missions de gestion qui leur sont confiées et des compétences dévolues aux collectivités territoriales, les axes et les priorités de la formation, sa durée et l'enveloppe budgétaire qui doit lui être affectée.
- ART. 4 Il est créé, sous la présidence du président du Conseil de la région ou son représentant, une commission régionale de la formation continue chargée de :
  - l'élaboration et l'actualisation du schéma directeur régional de formation continue dispensée aux membres des Conseils des collectivités territoriales;

- l'établissement du programme annuel des sessions de formation continue issu du schéma directeur régional, la détermination de la population cible qui peut en bénéficier, la fixation de leur durée et l'enveloppe budgétaire prévue pour en couvrir les frais;
- l'élaboration d'un rapport annuel sur le bilan du programme de formation à la fin du mois de novembre de chaque année.

La commission régionale de la formation continue se compose des membres ci-après :

- les présidents des Conseils des provinces et préfectures situées dans le ressort territorial de la région ou leurs représentants;
- les présidents des deux communes qui comptent le plus grand nombre d'habitants au niveau de chaque province ou préfecture de la région;
- des représentants des gouverneurs des provinces et préfectures de la région;
- le président de la commission permanente relevant du Conseil de la région dont la formation continue relève de ses attributions;
- un représentant du wali de la région ;
- -le responsable de la formation continue à l'administration de la région.

Le président du Conseil de la région peut convoquer, par l'entremise du wali de la région, les responsables des services déconcentrés de l'administration centrale, pour assister aux réunions de la commission régionale. De même, il peut, à son initiative, convoquer toute personne dont il estime la présence utile.

La commission se réunit, sur convocation de son président, au moins deux fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le responsable de la formation continue à l'administration de la région assure le secrétariat de la commission et le suivi de l'exécution du programme de formation continue dispensée aux membres des Conseils des collectivités territoriales.

ART. 5. – Les services centraux du ministère de l'intérieur chargés de la formation continue exercent les missions ci-après :

- assurer l'accompagnement de la région dans la gestion du domaine de la formation continue;
- établir et publier des documents de référence et pédagogiques en relation avec la formation continue;
- fournir conseil à la région dans le domaine de l'ingénierie de la formation ;
- gérer le réseau des formateurs ;
- organiser des rencontres de sensibilisations au début du mandat du Conseil de la région au sujet des modes de gestion et de fonctionnement des Conseils;
- organiser des sessions de formation continue au profit des membres des Conseils des collectivités territoriales.

ART. 6. – Le président du Conseil de la région peut, après délibération du Conseil, conclure des conventions avec le ministère de l'intérieur dans le domaine de la formation continue afin d'organiser et d'encadrer des sessions de formation spécifiques au profit des membres des Conseils des collectivités territoriales.

ART. 7. — La durée des sessions de formation continue dont bénéficient les membres des Conseils des collectivités territoriales est fixée selon la nature des besoins exprimés et les orientations figurant dans le schéma directeur régional de formation continue, tout en tenant compte des spécificités de la région, sans que la durée minimum de formation dont bénéficie chaque membre des Conseils des collectivités territoriales, durant le mandat du Conseil, ne soit inférieure à huit (8) jours.

La durée minimum visée au premier alinéa ci-dessus doit être mise en œuvre avant l'expiration de la troisième année du mandat du Conseil.

ART. 8 – La région prend en charge 25% au moins des frais du programme annuel de formation continue établi par la commission régionale prévue à l'article 4 ci-dessus. Le reliquat est pris en charge par les préfectures ou provinces et les communes situées dans le ressort territorial de la région sur la base du nombre des membres des Conseils bénéficiaires de la formation. Toute collectivité territoriale peut, le cas échéant, augmenter sa contribution au financement du programme annuel de formation continue.

Ces contributions peuvent être mises en œuvre dans un cadre contractuel entre la région, les provinces ou préfectures et les communes situées dans le ressort territorial de la région.

ART. 9 – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-299 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure d'élaboration du programme de développement régional, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n°111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 81, 82, 83, 84, 85, 86 et 87;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 86 de la loi organique susvisée n°111-14, le présent décret fixe la procédure d'élaboration du programme de développement régional, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

- ART. 2. Le programme de développement régional est le document de référence qui sert à la programmation des projets et des actions dont la réalisation est programmée ou prévue sur le territoire de la région, en vue de promouvoir le développement intégré et durable intéressant, en particulier, l'amélioration de l'attractivité de l'espace territorial de la région et le renforcement de sa compétitivité économique.
- ART. 3. En application des dispositions de l'article 83 de la loi organique précitée n° 111-14, le programme de développement régional fixe, pour six ans, les programmes et projets de développement qui seront programmés, réalisés ou auxquels la région va contribuer sur le territoire de la région, en prenant en considération leur nature, leur localisation et leur coût, sous réserve de ce qui suit :
  - le programme de développement régional fixe les priorités de développement de la région;
  - le programme de développement régional accompagne les orientations stratégiques de la politique de l'État, veille à leur déclinaison au niveau régional, en y intégrant les orientations du schéma régional d'aménagement du territoire, le cas échéant;
  - intégrer la dimension environnementale pour assurer le développement durable;
  - tenir compte des moyens financiers disponibles dont dispose la région ou ceux qu'elle peut mobiliser, ainsi que des engagements convenus entre la région et les autres collectivités territoriales et leurs instances, les entreprises publiques et les secteurs économiques et sociaux de la région.
- ART. 4. Le président du Conseil de la région prend, au cours de la première année du mandat du Conseil, la décision d'élaboration du projet du programme de développement régional, après la tenue d'une réunion d'information et de concertation à laquelle le président invite les membres du bureau, les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents et le secrétaire du Conseil. Le wali ou son représentant assiste à cette réunion.

Le président du Conseil de la région peut inviter, par l'entremise du wali, les responsables des services déconcentrés de l'administration centrale pour assister à ladite réunion. De même, il peut, de sa propre initiative, inviter à cette réunion toute autre personne dont il estime la présence utile.

ART. 5. – La décision d'élaboration du projet du programme de développement régional doit être affichée au siège de la région dans les quinze (15) jours qui suivent la tenue de la réunion d'information et de concertation visée à l'article 4 ci-dessus. Cette décision doit, également, être notifiée, dans le même délai, au wali de la région.

La décision précitée comporte, en particulier, le calendrier du processus d'élaboration du projet du programme de développement régional, notamment la date de commencement du processus de son élaboration.

- ART. 6. Le projet du programme de développement régional est élaboré selon les étapes suivantes :
- a) la réalisation d'un diagnostic qui met en évidence les potentialités économiques, sociales, culturelles et environnementales de la région, les atouts et les contraintes de son développement et ses besoins essentiels en termes d'infrastructure de base. Ce diagnostic comporte, en outre, un inventaire des projets programmés ou prévus par l'État et les autres organismes publics dans le ressort territorial de la région;
- b) la mise en place et la hiérarchisation des priorités de développement de la région;
- c) l'identification et la localisation des projets et des actions prioritaires dont la réalisation ou la programmation est prévue sur le territoire de la région, en tenant compte des moyens financiers dont elle dispose ou ceux qu'elle peut mobiliser durant les six années de mise en œuvre du programme de développement régional;
- d) l'évaluation des ressources de la région et de ses dépenses prévisionnelles au titre des trois premières années du programme de développement régional;
- e) l'établissement du document du projet du programme de développement régional, tout en instaurant un système de suivi des projets et des programmes dans lequel sont fixés les objectifs à atteindre et les indicateurs de performances y afférents.
- ART. 7 Le projet du programme de développement régional est élaboré selon une approche participative.

À cette fin, le président du Conseil de la région tient des consultations avec :

- les citoyennes, citoyens et associations selon les mécanismes participatifs de dialogue et de concertation créés au sein du Conseil de la région conformément aux dispositions de l'article 116 de la loi organique précitée n° 111-14;
- les instances consultatives prévues à l'article 117 de la loi organique précitée n° 111-14.
- ART. 8. En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 83 de la loi organique précitée n° 111-14, le projet du programme régional de développement est établi en coordination avec le wali de la région en sa qualité de coordonnateur des activités des services déconcentrés de l'administration centrale.
- ART. 9. Lors de la préparation du projet du programme de développement régional, le président du Conseil de la région demande, par l'entremise du wali de la région, l'assistance technique des services extérieurs de l'État, des autres collectivités territoriales et des établissements et entreprises publics.

Cette assistance technique porte, notamment, sur les éléments ci-après :

 a) communication à la région des informations, données, indicateurs et documents disponibles relatifs aux projets réalisés ou à réaliser sur le territoire de la région par l'administration, les autres collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics et le secteur privé; b) la possibilité de mobilisation des ressources humaines relevant des services extérieurs de l'État qui peuvent contribuer à la préparation du projet du programme de développement régional.

L'administration, les autres collectivités territoriales, les établissements et les entreprises publics sont tenus de communiquer à la région les données, indicateurs et documents visés à l'alinéa (a) du présent article, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de la réception de la demande d'assistance technique.

- ART. 10. Le président du Conseil de la région soumet le projet du programme de développement régional à l'examen des commissions permanentes, trente (30) jours au moins avant la date de la tenue de la session ordinaire ou extraordinaire prévue pour son approbation.
- ART. 11. Le président du Conseil de la région soumet le projet du programme de développement régional au Conseil, avant la fin de la première année du mandat du Conseil, pour qu'il fasse l'objet d'une décision.

Ce projet doit être accompagné des éléments ci-après :

- le système de suivi des projets et programmes visé à l'alinéa (e) de l'article 6 du présent décret;
- les rapports des commissions permanentes.
- ART. 12. Conformément aux dispositions de l'article 115 de la loi organique précitée n° 111-14, la décision du Conseil de la région relative au programme de développement régional devient exécutoire après son visa par l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.
- ART. 13. En application des dispositions de l'article 101 de la loi organique précitée n° 111-14, le président du Conseil de la région assure l'exécution du programme de développement régional.

Pour l'application des dispositions de l'article 84 de la loi organique précitée n° 111-14, la priorité est donnée aux projets inscrits au programme de développement régional lors de l'élaboration du budget de la région dans sa partie relative à l'équipement.

ART. 14. – Le président du Conseil de la région établit un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du programme de développement régional.

Ce rapport comporte, notamment, des données relatives:

- au taux de réalisation des projets prévus dans le programme de développement régional, en mesurant les indicateurs de performances y afférents contenus dans le système de suivi des projets et des programmes visé à l'alinéa (e) de l'article 6 du présent décret;
- les moyens financiers affectés aux projets et programmes et les contraintes éventuelles qui peuvent entraver leur réalisation, en proposant les solutions susceptibles de les pallier.
- ART. 15. Le rapport d'évaluation de l'exécution du programme de développement régional est soumis aux commissions permanentes, pour avis, dans le délai prévu à l'article 10 du présent décret.

Le rapport précité fait l'objet d'un examen par le Conseil de la région lors de la première session ordinaire ou extraordinaire qu'il tient après réception des rapports des commissions permanentes. Une synthèse du rapport annuel est affichée au siège de la région. Elle est,également, publiée par tous les moyens disponibles.

- ART. 16 Le programme de développement régional peut être actualisé à partir de la troisième année de son entrée en vigueur selon la procédure suivie pour son élaboration prévue par le présent décret.
- ART. 17 Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-300 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure d'élaboration du programme de développement de la préfecture ou de la province, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux provinces et préfectures promulguée par le dahir n° 1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment les articles 80, 81, 82, 83, et 84;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 82 de la loi organique susvisée n°112-14, le présent décret fixe la procédure d'élaboration du programme de développement de la préfecture ou de la province, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

- ART. 2. Le programme de développement de la préfecture ou de la province est le document de référence qui sert à la programmation des projets et des actions prioritaires dont la réalisation est programmée ou prévue sur le territoire de la préfecture ou de la province, en vue d'assurer la promotion du développement social, notamment dans le milieu rural et les zones urbaines.
- ART. 3 En application des dispositions de l'article 80 de la loi organique précitée n°112-14, le programme de développement de la préfecture ou de la province fixe, pour six ans, les projets et actions de développement qui seront programmés, réalisés ou auxquels la préfecture ou la province va contribuer sur le territoire de la préfecture ou de la province, sous réserve ce qui suit :

- le programme de développement fixe les priorités de développement de la préfecture ou de la province;
- le programme de développement de la préfecture ou de la province accompagne les politiques et les stratégies de l'État en ce qui concerne la mise en place des équipements et des services de base, du développement social dans le milieu rural et de la lutte contre l'exclusion et la précarité dans les différents secteurs sociaux;
- veiller à assurer la cohérence et la convergence avec les orientations du programme de développement régional le cas échéant;
- intégrer la dimension environnementale pour assurer le développement durable;
- tenir compte des moyens financiers disponibles dont dispose la préfecture ou la province ou ceux qu'elle peut mobiliser, ainsi que des engagements convenus entre la préfecture ou la province et les autres collectivités territoriales, leurs instances, les entreprises publiques et les secteurs économiques et sociaux de la préfecture ou de la province.

ART. 4. – Le président du Conseil de la préfecture ou la province prend, au cours de la première année du mandat du Conseil, la décision d'élaboration du projet du programme de développement de la préfecture ou de la province, après la tenue d'une réunion d'information et de concertation à laquelle le président invite les membres du bureau, les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents et le secrétaire du Conseil. Le gouverneur de la préfecture ou de la province ou son représentant assiste à cette réunion.

Le président du Conseil de la préfecture ou de la province peut inviter, par l'entremise du gouverneur de la préfecture ou de la province, les responsables des services déconcentrés de l'administration centrale pour assister à ladite réunion. De même, il peut, de sa propre initiative, inviter à cette réunion toute autre personne dont il estime la présence utile.

ART. 5. – La décision d'élaboration du projet du programme de développement de la préfecture ou de la province est affichée au siège de la préfecture ou la province dans les quinze (15) jours qui suivent la tenue de la réunion d'information et de concertation visée à l'article 4 ci-dessus. Cette décision doit, également, être notifiée, dans le même délai, au gouverneur de la préfecture ou de la province.

La décision précitée comporte, en particulier, le calendrier d'élaboration du projet du programme de développement de la préfecture ou de la province, notamment la date de commencement du processus de son élaboration.

- ART. 6 Le projet du programme de développement de la préfecture ou de la province est élaboré selon les étapes ci-après :
  - a) la réalisation d'un diagnostic qui met en évidence la situation des équipements et des services de base en milieu rural de la préfecture ou de la province et les indicateurs d'exclusion et de précarité dans les différents secteurs sociaux. Ce diagnostic comporte, en outre, les atouts et les contraintes du développement social dans la préfecture ou la province ainsi qu'un inventaire des projets programmés ou prévus par l'État et les autres organismes publics dans le ressort territorial de la préfecture ou de la province;

- b) l'établissement et la hiérarchisation des priorités de développement de la préfecture ou de la province en tenant compte des politiques et des stratégies de l'État et en cohérence avec les orientations du programme de développement régional le cas échéant;
- c) l'identification et la localisation des projets et des actions prioritaires pour la préfecture ou la province, en tenant compte des moyens financiers dont elle dispose ou ceux qu'elle peut mobiliser durant les six années de la mise en œuvre du programme de développement de la préfecture ou de la province;
- d)'évaluation des ressources et des dépenses prévisionnelles de la préfecture ou de la province au titre des trois premières années du programme de développement de la préfecture ou de la province;
- e) l'établissement du document du projet du programme de développement de la préfecture ou de la province, en instaurant un système de suivi des projets et des programmes dans lequel sont fixés les objectifs à atteindre et les indicateurs de performances y afférents.
- ART. 7. Le projet du programme de développement de la préfecture ou de la province est élaboré selon une approche participative.

A cette fin, le président du Conseil de de la préfecture ou de la province tient des consultations avec :

- les citoyennes, citoyens et associations selon les mécanismes participatifs de dialogue et de concertation créés au sein du Conseil de la préfecture ou la province conformément aux dispositions de l'article 110 de la loi organique précitée n° 112-14;
- l'instance consultative chargée de la mise en œuvre des principes d'égalité, d'égalité des chances et de l'approche genre, prévue à l'article 111 de la loi organique précitée n° 112-14.
- ART. 8. En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 80 de la loi organique précitée n° 112-14, le projet du programme de développement de la préfecture ou de la province est établi en coordination avec le gouverneur de la préfecture ou de la province en sa qualité de coordonnateur des activités des services déconcentrés de l'administration centrale.
- ART. 9 Lors de la préparation du projet du programme de développement de la préfecture ou de la province, le président du Conseil de la préfecture ou la province demande, par l'entremise du gouverneur de la préfecture ou de la province, l'assistance technique des services extérieurs de l'État, des autres collectivités territoriales et des établissements et entreprises publics.

Cette assistance technique porte, notamment, sur les éléments ci-après :

 a) communication à la préfecture ou la province des informations, données, indicateurs et documents disponibles relatifs aux projets réalisés ou ceux que l'administration, les autres collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics et le secteur privé projettent de réaliser sur le territoire de la préfecture ou de la province; b) la possibilité de mobilisation des ressources humaines relevant des services extérieurs de l'État qui peuvent contribuer à l'élaboration du projet du programme de développement de la préfecture ou de la province.

L'administration, les autres collectivités territoriales, les établissements et les entreprises publics sont tenus de communiquer à la préfecture ou la province les données, indicateurs et documents visés à l'alinéa (a) du présent article, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de présentation de la demande de l'assistance technique.

ART. 10 – Le président du Conseil de la préfecture ou de la province soumet le projet du programme de développement de la préfecture ou de la province à l'examen des commissions permanentes, trente (30) jours au moins avant la date de la tenue de la session ordinaire ou extraordinaire prévue pour son approbation.

ART. 11 – Le président du Conseil de la préfecture ou de la province soumet le projet du programme de développement de la préfecture ou de la province au Conseil, avant la fin de la première année du mandat du Conseil, pour qu'il fasse l'objet d'une décision.

Ce projet doit être accompagné des éléments ci-après :

- le système de suivi des projets et programmes prévu à l'alinéa (e) de l'article 6 du présent décret;
- les rapports des commissions permanentes.
- ART. 12. Conformément aux dispositions de l'article 109 de la loi organique précitée n°112-14, la décision du Conseil de la préfecture ou de la province relative au programme de développement de la préfecture ou de la province est exécutoire après son visa par le gouverneur de la préfecture ou de la province.
- ART. 13. En application des dispositions de l'article 95 de la loi organique précitée n°112-14, le président du Conseil de la préfecture ou la province assure l'exécution du programme de développement de la préfecture ou la province.
- ART. 14. Le président du Conseil de la préfecture ou de la province établit un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du programme de développement de la préfecture ou de la province.

Ce rapport comporte, notamment, des données relatives :

- au taux de réalisation des projets prévus dans le programme de développement de la préfecture ou de la province, en mesurant les indicateurs de performances y afférents contenus dans le système de suivi des projets et des programmes prévu à l'alinéa (e) de l'article 6 du présent décret;
- aux moyens financiers alloués aux projets et programmes ainsi que les contraintes éventuelles qui peuvent entraver leur réalisation, en proposant les solutions susceptibles de les pallier.
- ART. 15 Le rapport d'évaluation de l'exécution du programme de développement de la préfecture ou de la province est soumis aux commissions permanentes, pour avis, dans le délai prévu à l'article 10 du présent décret.

Le rapport précité fait l'objet d'un examen par le Conseil de la préfecture ou la province lors de la première session ordinaire ou extraordinaire qu'il tient après réception des rapports des commissions permanentes. Une synthèse du rapport annuel est affichée au siège de la préfecture ou de la province. Elle est, également, publiée par tous les moyens disponibles.

- ART. 16 Le programme de développement de la préfecture ou de la province peut être actualisé à partir de la troisième année de son entrée en vigueur selon la procédure suivie pour son élaboration prévue par le présent décret.
- ART. 17. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing: Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-301 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure d'élaboration du plan d'action de la commune, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 78, 79, 80, 81, et 82;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil de gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 81 de la loi organique susvisée n° 113-14, le présent décret fixe la procédure d'élaboration du plan d'action de la commune, de son suivi, de son actualisation, de son évaluation et des mécanismes de dialogue et de concertation pour son élaboration.

- ART. 2. Le plan d'action de la commune est le document de référence qui sert à la programmation des projets et des actions prioritaires dont la réalisation est programmée ou prévue sur le territoire de la commune, en vue de fournir, aux citoyennes et citoyens, des services de proximité.
- ART. 3. En application des dispositions de l'article 78 de la loi organique précitée n° 113-14, le plan d'action de la commune fixe, pour six ans, les programmes et projets de développement qui seront programmés, réalisés ou auxquels la commune va contribuer sur le territoire de la commune, sous réserve de ce qui suit :
  - le plan d'action de la commune fixe les priorités de développement de la commune;
  - le plan d'action de la commune veille à assurer la cohérence et la convergence avec les orientations du programme de développement régional et du programme de développement de la préfecture ou de la province, le cas échéant;

- intégrer la dimension environnementale pour assurer le développement durable;
- tenir compte des moyens financiers disponibles dont dispose la commune ou ceux qu'elle peut mobiliser ainsi que des engagements convenus entre la commune et les autres collectivités territoriales et leurs instances, les entreprises publiques et les secteurs économiques et sociaux de la commune.

ART. 4. – Le président du Conseil de la commune prend, au cours de la première année du mandat du Conseil, la décision d'élaboration du projet du plan d'action de la commune, après la tenue d'une réunion d'information et de concertation à laquelle le président invite les membres du bureau, les présidents des commissions permanentes et leurs vices présidents et le secrétaire du Conseil. Le gouverneur de la préfecture ou de la province ou son représentant assiste à cette réunion.

Le président du Conseil de la commune peut inviter, par l'entremise du gouverneur de la préfecture ou de la province, les responsables des services déconcentrés de l'administration centrale pour assister à ladite réunion. De même, il peut, de sa propre initiative, inviter à cette réunion toute autre personne dont il estime la présence utile.

ART. 5. – La décision d'élaboration du projet du plan d'action de la commune est affichée au siège de la commune dans les quinze (15) jours qui suivent la tenue de la réunion d'information et de concertation visée à l'article 4 ci-dessus. Cette décision doit, également, être notifiée, dans le même délai, au gouverneur de la préfecture ou de la province ou son représentant.

La décision précitée contient, en particulier, le calendrier du processus d'élaboration du projet du plan d'action de la commune, notamment la date de commencement du processus de son élaboration.

ART. 6. – Le projet du plan d'action de la commune est élaboré selon les étapes ci-après :

- a) la réalisation d'un diagnostic qui met en évidence les besoins et les potentialités de la commune et qui fixe ses priorités, notamment en matière de services et d'équipements publics communaux et de services de proximité. Ce diagnostic comporte, en outre, un inventaire des projets programmés ou prévus dans le ressort territorial de la commune par l'État et les autres organismes publics;
- b) l'établissement et la hiérarchisation des priorités de développement de la commune à partir des politiques et des stratégies de l'État en matière de services de proximité et en cohérence avec les orientations du programme de développement régional et du programme de développement de la préfecture ou de la province le cas échéant;
- c) l'identification des projets et des actions prioritaires pour la commune, en tenant compte des moyens financiers dont elle dispose ou ceux qu'elle peut mobiliser au cours des six années de la mise en œuvre du plan d'action de la commune;
- d) l'évaluation des ressources et des dépenses prévisionnelles au titre des trois premières années du plan d'action de la commune;

e) l'établissement du document du projet du plan d'action de la commune, en instaurant un système de suivi des projets et programmes dans lequel sont fixés les objectifs à atteindre et les indicateurs de performances y afférents.

ART. 7. – Le projet du plan d'action de la commune est élaboré selon une approche participative.

A cette fin, le président du Conseil de la commune tient des consultations avec :

- les citoyennes, citoyens et associations selon les mécanismes participatifs de dialogue et de concertation créés au sein du Conseil de la commune, conformément aux dispositions de l'article 119 de la loi organique précitée n° 113-14;
- l'instance consultative chargée de la mise en œuvre des principes d'égalité et d'égalité des chances et de l'approche genre, prévue à l'article 120 de la loi organique précitée n° 113-14.
- ART. 8. En application des dispositions du troisième alinéa de l'article 78 de la loi organique précitée n° 113-14, le projet du plan d'action de la commune est établi en coordination avec le gouverneur de la préfecture ou de la province en sa qualité de coordonnateur des activités des services déconcentrés de l'administration centrale.
- ART. 9. Lors de la préparation du projet du plan d'action de la commune, le président du Conseil de la commune demande, par l'entremise du gouverneur de la préfecture ou de la province, l'assistance technique des services extérieurs de l'État, des autres collectivités territoriales et des établissements et entreprises publics.

Cette assistance technique porte, notamment, sur les éléments ci-après :

- a) communication à la commune des informations, données, indicateurs et documents disponibles relatifs aux projets réalisés ou à ceux que l'administration, les autres collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics et le secteur privé projettent de réaliser sur le territoire de la commune;
- b) la possibilité de mobilisation des ressources humaines relevant des services extérieurs de l'État qui peuvent contribuer à l'élaboration du projet du plan d'action de la commune.

L'administration, les autres collectivités territoriales, les établissements et les entreprises publics sont tenus de communiquer à la commune les données, indicateurs et documents visés à l'alinéa (a) du présent article, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande d'assistance technique.

- ART. 10 Le président du Conseil de la commune soumet le projet du plan d'action de la commune à l'examen des commissions permanentes, trente (30) jours au moins avant la date de la tenue de la session ordinaire ou extraordinaire prévue pour son approbation.
- ART. 11. Le président du Conseil de la commune soumet le projet du plan d'action de la commune au Conseil, avant la fin de la première année du mandat du Conseil, pour qu'il fasse l'objet d'une décision.

Ce projet doit être accompagné des éléments ci-après :

- le système de suivi des projets et programmes visé à l'alinéa (e) de l'article 6 du présent décret;
- les rapports des commissions permanentes.

ART. 12. – Conformément aux dispositions de l'article 118 de la loi organique précitée n° 113-14, la décision du Conseil de la commune relative au plan d'action de la commune est exécutoire après son visa par le gouverneur de la préfecture ou de la province ou son représentant.

- ART. 13. En application des dispositions de l'article 94 de la loi organique précitée n° 113-14, le président du Conseil de la commune assure l'exécution du plan d'action de la commune.
- ART. 14. Le président du Conseil de la commune établit un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du plan d'action de la commune.

Ce rapport comporte, notamment, des données relatives :

- au taux de réalisation des projets prévus dans le plan d'action de la commune, en mesurant les indicateurs de performances y afférents contenus dans le système de suivi visés à l'alinéa (e) de l'article 6 du présent décret;
- aux moyens financiers affectés aux projets et programmes ainsi que les contraintes éventuelles qui peuvent entraver leur réalisation, en proposant les solutions susceptibles de les pallier.

ART. 15. – Le rapport d'évaluation de l'exécution du plan d'action de la commune est soumis aux commissions permanentes, pour avis, dans le délai prévu à l'article 10 du présent décret.

Le rapport précité fait l'objet d'un examen par le Conseil de la commune lors de la première session ordinaire ou extraordinaire qu'il tient après réception des rapports des commissions permanentes.

Une synthèse du rapport annuel est affichée au siège de la commune. Elle est, également, publiée par tous les moyens disponibles.

- ART. 16 Le plan d'action de la commune peut être actualisé à partir de la troisième année de son entrée en vigueur selon la procédure suivie pour son élaboration prévue par le présent décret.
- ART. 17 Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel et qui abroge, à compter de la date de sa publication, le décret n° 2-10-504 du 24 journada I 1432 (28 avril 2011) fixant la procédure d'élaboration du plan communal de développement.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-302 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) pris pour l'application des dispositions de l'article 52 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 52;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la région établit, selon les modèles annexés au présent décret, des états contenant des données et des informations précises et exhaustives portant, notamment, sur :

- les ressources humaines ;
- les ressources financières ;
- le patrimoine immobilier;
- le matériel et outillage ;
- les véhicules et engins ;
- les engagements, conventions et contrats divers ;
- le contentieux judiciaire.

Ces états sont annexés au procès-verbal de l'opération de passation des pouvoirs visée à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2. – La passation des pouvoirs entre le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président, et le nouveau président du Conseil de la région est consignée, sous la supervision du wali de la région ou de son représentant, dans un procès-verbal.

Le procès-verbal et les états qui y sont annexés visés à l'article premier ci-dessus sont signés par :

- le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président;
- le nouveau président du Conseil de la région.

Le président dont le mandat arrive à expiration, qui est réélu en tant que président, est tenu de signer, sous la supervision du wali de la région ou de son représentant, les états visés à l'article premier ci-dessus. ART. 3. – Si le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président ou le nouveau président du Conseil de la région ou les deux à la fois refusent de signer, durant l'opération de passation des pouvoirs, le procès-verbal et les états qui y sont annexés et si l'un d'eux ou les deux à la fois n'assistent pas, pour quelque cause que ce soit, à l'opération de passation des pouvoirs, le wali de la région désigne une commission administrative qui se substitue à la partie absente et/ou à celle qui refuse d'accomplir la procédure de passation des pouvoirs.

Cette commission est composée, sous la présidence du directeur général des services, du directeur des affaires de la présidence et du Conseil et d'un représentant du wali de la région.

Dans tous les cas, le président de la commission administrative rédige un procès-verbal à cet effet qu'il fait signer par les membres de la commission et l'adresse au wali de la région.

- ART. 4. Si le nouveau président de la région signe le procès-verbal de la passation des pouvoirs en émettant une réserve sur certains des états qui y sont annexés, il est tenu d'adresser, dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la date à laquelle l'opération de passation des pouvoirs a pris fin, un rapport au wali de la région dans lequel il explique les motifs de la réserve émise. A défaut, la réserve émise est réputée nulle.
- ART. 5. Le nouveau président du Conseil de la région est tenu d'adresser deux exemplaires du procès-verbal de la passation des pouvoirs et des états qui y sont annexés au wali de la région dans un délai de sept (7) jours à compter de la date à laquelle l'opération de passation des pouvoirs a pris fin.
- ART. 6. Les dispositions du présent décret s'appliquent à la procédure de passation des pouvoirs entre le président dont les fonctions ont cessé pour quelque cause que ce soit et le président élu.
- ART. 7. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

# XES MAN

Ministère de l'Intérieur Région de ...... Tableau N°1 – les fonctionnaires de la région

Cadre ou grade	Nom et	Échelle	Échelon	Fonction	Date de	observations
	prénom				recrutement	
Rédacteur principal						
Rédacteur						
Secrétaire principal						
Secrétaire						
Secrétaire principal d'état civil						
Contrôleur principal d'état civil	-					
Contrôleur d'état civil						
Secrétaire d'état civil						
Agent d'exécution principal						
Agent d'exécution						
Agent de service principal						
Agent de service						
Technicien troisième grade						
Technicien quatrième grade						
Aide-technicien spécialisé						
Aide-technicien						
Infirmier licencié de l'État G II						
Aide Infirmier G I						
Aide Infirmier G II						

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N° 1 .suite - les fonctionnaires de la région

Cadre ou grade	Nom et	Échelle	Échelon	Fonction	Date de	observations
	prénom				recrutement	
Programmeur principal						
programmeur						
Moniteur						
Opérateur principal						
Opérateur	-					
Agent public hors catégorie principal						
Agent public hors catégorie						
Agent public première catégorie						
Agent public deuxième catégorie						
Agent public troisième catégorie						
Agent public quatrième catégorie						
Dessinateur projeteur						
dessinateur						
Conducteur de travaux principal						
Conducteur de travaux						
autres						
Président sortant	an an				Nouveau Président	résident

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°2 – les cadres supérieurs exerçant dans les services de la région

Cadre ou grade	Nom et	Échelle on	Diplôme	Mission on	Date de	observations
	prénom	échelon		service	recrutement	
Administrateur principal						
Administrateur						
Administrateur adjoint						
Informaticien spécialisé						
Ingénieur d'État	-					
Architecte						
Ingénieur d'application						
Médecin						
vétérinaire						
Analyste programmeur						
analyste						
Technicien principal						
autres						

## Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de ......

Tableau Nº 3 - Les cadres de la région détachés auprès des administrations ou des autres collectivités territoriales

adre ou grade	Cadre ou grade Nom et prénom	Échelle ou Échelon	Fonction	Date de recrutement	Administration ou CT de	observations
					détachement	
Cadres supérieurs						
Cadres moyens et inférieurs						

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°4 - les fonctionnaires de la région mis à la disposition des administrations ou des autres collectivités territoriales

Cadre ou grade Nom et prénom	mous	Grade et	Fonction	Date de	Administration	observations
	é	échelon		recrutement	ou CT de mise à	
					la disposition	
-	-					
				(d)		

Vouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°5 – les postes vacants

Cadre	Grade	nombre	observations
Moniteur			
Opérateur principal			
Opérateur			
Dessinateur projeteur			
Dessinateur			
Conducteur de travaux principal			
Conducteur de travaux			
Aide-technicien hors catégorie principal			
Aide-technicien hors catégorie			
Aide-technicien première catégorie			
Aide-technicien deuxième catégorie			
Aide-technicien troisième catégorie			
Aide-technicien quatrième catégorie			
autres			

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°6 - les recettes du budget de fonctionnement de l'exercice...... (n= exercice budgétaire relatif à l'année de passation des pouvoirs)

0	Titre	Paragraphe Titre Chapitre Article	Article	Prévisions du budget		Émissions au titre Reste à recouvrer de l'exercice n au 31/12/ n-1	Charge globale	Recettes réalisées	Recettes Reste à réalisées recouvrer
	P2				===	allui			
			•						

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°7 - les recettes du budget d'équipement de l'exercice....... (n= exercice budgétaire relatif à l'année de passation des pouvoirs)

Paragraphe	Titre	Titre Chapitre Article		Prévisions du budget	Emissions au titre Reste à recouvrer de l'exercice n au 31/12/ n-1	Reste à recouvrer au 31/12/ n-1	Charges globales	Service	Recettes Reste à réalisées recouvrer
			•						
Total									

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°8 – les travaux d'équipement

Nature du projet	Localisation du projet	Année de fin des travaux	Coût total	Source de financement
<ol> <li>Construction et pavage des chaussées</li> <li>Trottoirs</li> <li>Extension des canaux</li> </ol>	-			
d'assainissement 4. Extension des canaux d'eau potable				

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°8 bis - situation des emprunts

	Ι
Endettement courant jusqu'au 31/07/n	
Montant payé	
Durée de l'emprunt	
Montant de l'emprunt	
Nature du projet	-
Date d'octroi de Institution de l'emprunt crédit	

Jouveau Président

Ministère de l'Intérieur Région de .......

Tableau N°9 – situation des crédits de fonctionnement au titre du budget.....n

Paragraphe Titre Chapitre Article	Titre	Chapitre	Article	Crédits ouverts y compris les virements	Dépenses engagées	Dépenses Total des engagées émissions	Autres engagements	Crédits disponibles	observations
			-		u .				
Total									

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Région de ...... Tableau N°10 -- situation des crédits d'équipement au titre du budget.....n

Paragraphe Titre Chapitre Article	Titre	Chapitre	Article	Crédits de l'année n	Crédits Total des transférés crédits	Total des crédits	Engagements	Total des émissions	Autres engagements	Crédits non engagés
				-						
Total										

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°11 - état d'avancement de réalisation des projets

programme	Coût total	Référence du marché de rélaisation	Montants payés	Pourcentage d'avancement des travaux

**Nouveau Président** 

# PATRIMOINE IMMOBILIER

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°12 – bâtiments à usage administratif et technique<sup>(1)</sup>

d'ordre	Outeno	surface	adresse	References foncières <sup>(2)</sup>	Usage actuel ou prévu du bâtiment	observations
		-				

 Les baux doivent être consignés dans un tableau séparé à joindre
 À indiquer le numéro du titre foncier ou celui de la demande d'immatriculation le cas échéant, indiquer que le bien n'est pas immatriculé à la conservation foncière

Président sortant

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Région de .....

<u>e</u>
Ę
3
TO
=
욮
ž
Ġ
a
80
S
3
40
2
5
2
me
in the
۵
33
ŏ
w
느
靐
Ę
š
=
1
3
ŗ
ž
3
ā
흪
믔

Mumero	contenu	surface	adresse	Références	Le résident	observations
d'ordre	Đ			foncières		
		-				

(3) Les baux doivent être consignés dans un tableau séparé à joindre

(4) À indiquer l'identité du résident et la nature d'exploitation du bien (location, logement de fonction...)

Il est proposé de se limiter à un tableau statistique lorsque l'abondance des habitations le justifie.

### **Président sortant**

### Nouveau Président

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur Région de ......

Tableau N°14 - inventaire des terrains non bâtis

observations	
Usage actuel	
Références foncières	
adresse	
surface	-
contenu	
Numéro d'ordre	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Région de ...... Tableau N\*15 - inventaire des jardins et des parcs publics

foncières Usage eventuel observations	-
foncières	
	_

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Région de ......

Tableau N°16 – inventaire des parkings

	BOLLETIN OFFICIEL
observations	
Mode de gestion	
Références foncières	
adresse	
surface	-
contenu	
Numéro d'ordre	

Nouveau Président

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur Région de ...... Tableau N°17 – inventaire des suprastructures

d'ordre	nature des équipements	contenu	surface	adresse	Références foncières	Références Mode de gestion <sup>(1)</sup> foncières	observations
	Équipements économiques						
	Équipements sociaux						
	Équipements culturels						
	Équipements sportifs et de loisir						
	Autres équipements						

(1) Gestion directe, par régie, concession, affermage...

résident sortant

# MATÉRIEL ET OUTILLAGES

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur Région de ......

Tableau N\*18 – relatif au matériel<sup>(1)</sup>

	d'affectation	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°19 – relatif aux outillages

Numéro d'ordre	Nature	nombre	Service d'affectation	État actuel	observations

Nouveau Président

### VÉHICULES ET ENGINS

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N\*20 – relatifs aux véhicules<sup>(1)</sup>

	BOLLETIN OF FICILL
observations	
État actuel (2)	
Service d'affectation	
Date de début d'exploitation	
Numéro d'immatriculation	-
Nature du véhicule	
Numéro d'ordre	

(1) À renseigner un autre tableau (N°20 bis) pour les véhicules réformés

(2) À indiquer si le véhicule est encore utilisé ou immobilisé.

**Président Sortant** 

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

Tableau N°21 – relatifs aux camions et autres engins (1)

d'ordre	Nature	d'immatriculation	d'exploitation	service d'affectation	Etat actuel	observations
		-				

**Président sortant** 

# CONVENTIONS CONTRATS ET ENGAGEMENTS

## DIVERS

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur Région de ......

Tableau N°22 – relatif aux conventions et contrats divers

Date de conclusion de la	Numéro de la convention	Objet de la convention ou du contrat	Partie contractante	Engagements issus de la convention ou	Droits issus de la convention ou du contrat	observations
convention ou du contrat	ou du contrat		G E	dub contrat		
		-				

Nouveau Président

# EUX H

Ministère de l'Intérieur

Région de .....

# Tableau N° 23 – relatif au contentieux judiciaire

(1)A indiquer les mesures engagées pour les jugements définitifs ou assortis d'une exécution provisoire.

### Président sortant

### Nouveau Président

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-303 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) pris pour l'application des dispositions de l'article 50 de la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces.

#### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n° 1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 50;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

#### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. -Le président du Conseil de la province ou de la préfecture établit, selon les modèles annexés au présent décret, des états contenant des données et des informations précises et exhaustives portant, notamment, sur :

- les ressources humaines;
- les ressources financières ;
- le patrimoine immobilier;
- le matériel et outillage;
- les véhicules et engins ;
- les engagements, conventions et contrats divers ;
- le contentieux judiciaire.

Ces états sont annexés au procès-verbal de l'opération de passation des pouvoirs visée à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2. – La passation des pouvoirs entre le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président, et le nouveau président du Conseil de la préfecture ou de la province est consignée, sous la supervision du gouverneur de la préfecture ou de la province ou de son représentant, dans un procès-verbal.

Le procès-verbal et les états qui y sont annexés visés à l'article premier ci-dessus sont signés par :

- le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président;
- le nouveau président du Conseil de la préfecture ou de la province.

Le président dont le mandat arrive à expiration, qui est réélu en tant que président, est tenu de signer, sous la supervision du gouverneur de la préfecture ou de la province ou de son représentant, les états visés à l'article premier ci-dessus.

ART. 3. – Si le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président ou le nouveau président du Conseil de la préfecture ou de la province ou les deux à la fois refusent de signer, durant l'opération de passation des pouvoirs, le procès-verbal et les états qui y sont annexés et si l'un d'eux ou les deux à la fois n'assistent pas, pour quelque cause que ce soit, à l'opération de passation des pouvoirs, le gouverneur de la préfecture ou de la province désigne une commission administrative qui se substitue à la partie absente et/ou à celle qui refuse d'accomplir la procédure de passation des pouvoirs.

Cette commission est composée, sous la présidence du directeur général des services, du directeur des affaires de la présidence et du Conseil et d'un représentant du gouverneur de la préfecture ou de la province.

Dans tous les cas, le président de la commission administrative rédige un procès-verbal à cet effet qu'il fait signer par les membres de la commission et l'adresse au gouverneur de la préfecture ou de la province.

ART. 4. – Si le nouveau président de la préfecture ou de la province signe le procès-verbal de la passation des pouvoirs en émettant une réserve sur certains des états qui y sont annexés, il est tenu d'adresser, dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la date à laquelle l'opération de passation des pouvoirs a pris fin, un rapport au gouverneur de la préfecture ou de la province dans lequel il explique les motifs de la réserve émise. A défaut, la réserve émise est réputée nulle.

ART. 5. – Le nouveau président du Conseil de la préfecture ou de la province est tenu d'adresser deux exemplaires du procès-verbal de la passation des pouvoirs et des états qui y sont annexés au gouverneur de la préfecture ou de la province dans un délai de sept (7) jours à compter de la date à laquelle l'opération de passation des pouvoirs a pris fin.

ART. 6. – Les dispositions du présent décret s'appliquent à la procédure de passation des pouvoirs entre le président dont les fonctions ont cessé pour quelque cause que ce soit et le président élu.

ART. 7. – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMED HASSAD.

# **UMAINES**

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ......

Tableau N° 1 - les fonctionnaires de la province ou préfecture

Cadre ou grade	Nom et	Échelle	Échelon	Fonction	Date de	observations
	prénom				recrutement	
Rédacteur principal						
Rédacteur						
Secrétaire principal						
Secrétaire						
Secrétaire principal d'état civil	-					
Contrôleur principal d'état civil						
Contrôleur d'état civil						
Secrétaire d'état civil						
Agent d'exécution principal						
Agent d'exécution						
Agent de service principal						
Agent de service						
Technicien troisième grade						
Technicien quatrième grade						
Aide-technicien spécialisé						
Aide-technicien						
Infirmier licencié de l'État G II						
Aide Infirmier G I						
Aide Infirmier G II						
						The second secon

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Tableau N° 1 suite – les fonctionnaires de la province ou préfecture

Cadre ou grade	Nom et	Échelle	Échelon	Fonction	Date de	observations
	prénom				recrutement	
Programmeur principal						
programmeur						
Moniteur						
Opérateur principal						
Opérateur	-					
Agent public hors catégorie principal						
Agent public hors catégorie						
Agent public première catégorie						
Agent public deuxième catégorie						
Agent public troisième catégorie						
Agent public quatrième catégorie						
Dessinateur projeteur						
dessinateur						
Conducteur de travaux principal						
Conducteur de travaux						
autres						
						_

Président sortant

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°2 – les cadres supérieurs exerçant dans les services de la province ou de la préfecture

Cadre ou grade	Nom et	Échelle on	Diplôme	Mission on	Date de	observations
	prénom	échelon		service	recrutement	
Administrateur principal				28		
Administrateur						
Administrateur adjoint						
Informaticien spécialisé						
Ingénieur d'État						
Architecte						
Ingénieur d'application			300 3100			
Médecin			*** ****			
vétérinaire						
Analyste programmeur						
analyste						
Technicien principal						
autres						

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°3 – les cadres de la province ou préfecture détachés auprès des administrations ou des autres collectivités territoriales

					 	- 1		 		 _
observations										
Administration	on CT de	détachement								
Date de	recrutement									
Fonction										
Échelle ou	Échelon			Office a Production of the Control o	-					
Nom et prénom										
Cadre ou grade Nom et prénom			Cadres supérieurs				Cadres moyens et inférieurs			

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Tableau N°4 – les fonctionnaires de la province ou de la préfecture mis à la disposition des administrations ou des autres collectivités territoriales

Cadre ou grade	Nom et prénom	Grade et échelon	Fonction	Date de recrutement	Administration ou CT de mise à la disposition	observations

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°5 - les postes vacants

Cadre	Grade	nombre	observations
Moniteur			
Opérateur principal			
Opérateur			
Dessinateur projeteur			
dessinateur			
Conducteur de travaux principal			
Conducteur de travaux			
Aide-technicien hors catégorie			
principal			
Aide-technicien hors catégorie			
Aide-technicien première catégorie			
Aide-technicien deuxième catégorie			
Aide-technicien troisième catégorie			
Aide-technicien quatrième catégorie			
autres			

### Nouveau Président

# FINANC

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°6 - les recettes du budget de fonctionnement de l'exercice.......... (n= exercice budgétaire relatif à l'année de passation des pouvoirs)

	<b>,</b>
Recettes Reste à réalisées recouvrer	
E-vi	
Charge	
Reste à recouvrer au 31/12/ n-1	
Prévisions Émissions au titre Reste à recouvrer du budget de l'exercice n au 31/12/ n-1	
Prévisions du budget	
Article	-
Titre Chapitre Article	
Titre	
Paragraphe	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°7 - les recettes du budget d'équipement de l'exercice........... (n= exercice budgétaire relatif à l'année de passation des pouvoirs)

Reste à recouvrer		
Recettes réalisées		
Charges globales		
Reste à recouvrer au 31/12/ n-1		
Émissions au titre Reste à recouvrer de l'exercice n au 31/12/ n-1		
Prévisions du budget		
Article	-	
Chapitre		
Titre		li li
Paragraphe		Total

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Tableau N°8 – les travaux d'équipement

Nature du projet	Localisation du projet	Année de fin des travaux	Coût total	Source de financement
Construction et pavage des chaussées     Trottoirs     Extension des canaux d'assainissement d'assainissement d'eau potable	-			

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N\*8 bis - situation des emprunts

Endettement courant jusqu'au 31/07/n	
Montant payé	
Durée de l'emprunt	
Montant de l'emprunt	
Nature du projet	-
Institution de crédits	
Date d'octroi de Institution de l'emprunt crédits	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Tableau N°9 – situation des crédits de fonctionnement au titre du budget.....n

observations		
Crédits disponibles		
Autres engagements		
Dépenses Total des engagées émissions		
Crédits ouverts y compris les virements		
Article	-	
Chapitre		
Titre		
Paragraphe Titre Chapitre Article		Total

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Tableau N\*10 - situation des crédits d'équipement au titre du budget.....n

6 v		
Crédits non engagés		
Autres engagements		
Total des émissions		
Engagements		*
Crédits Total des ransférés crédits		
Crédits Total des transférés crédits		
Crédits de l'année n	-	
Article		
Chapitre		
Titre		
Paragraphe Titre Chapitre Article		Total

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ...... Tableau N\*11 – état d'avancement des réalisations des projets

Vouveau Président

## PATRIMOINE IMMOBILIER

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ......

-
-
-
61
=
3
=
•
-
-
-
£
-
·
63
•
-
aı
-
-
-
-
10
-
-
76
. 41
-
-
.=
_
_
-
·
-
10
æ
- 53
œ
-
S
-
_
-
*
-
a)
=
=
_
-
=
440
•
_
-
_
•
-
~
-
3
2
2
ean
lean
lean
plean
ableau
ableau
<b>Tableau</b>
Tableau

i i			foncières <sup>(2)</sup>	foncières <sup>(2)</sup> prévu du bâtiment	observations
	·				

(1) Les baux doivent être consignés dans un tableau séparé à joindre

(2) À indiquer le numéro du titre foncier ou celui de la demande d'immatriculation le cas écheant, indiquer que le bien n'est pas immatriculé à la conservation foncière

### Président sortant

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ......

m
~
.0
Ħ
<u>=</u>
٩
2
ò
ā
ŏ
S
3
-40
\$
5
Ĕ
≒
40
٩
S
Ŏ
è
·\(\in\)
뀰
=
≥
=
1
2
₽
Z
2
8
五
a

	T				
observations					
Le résident <sup>(4)</sup>				10. No. 20	
Références foncières			20.0		
adresse			•		
surface			-		
contenu		o di co		,	
Numéro d'ordre			ss. ======		

(3) Les baux doivent être consignés dans un tableau séparé à joindre

(4) À indiquer l'identité du résident et la nature d'exploitation du bien (location, logement de fonction,...)

Il est proposé de se limiter à un tableau statistique lorsque l'abondance des habitations le justifie.

### **Président sortant**

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Tableau N°14 – inventaire des terrains non bâtis

observations	
Usage actuel	
Références foncières	
adresse	
surface	-
contenu	
Numéro d'ordre	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ...... Tableau N\*15 - inventaire des jardins et des parcs publics

d'ordre	contenu	surface	adresse	Références foncières	Usage éventuel	observations
***						
		-				

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°16 – inventaire des parkings

	T	100000	
observations			
Mode de gestion			
Références foncières			
adresse			
surface			,
contenu			
Numéro d'ordre			

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°17 – inventaire des suprastructures

Numéro d'ordre	Nature des équipements	contenu	surface	adresse	Références foncières	Références Mode de gestion <sup>(1)</sup> foncières	observations
	Équipements économiques				2		
	Équipements sociaux						
	Équipements culturels	-					
	Équipements sportifs et de loisir						
	Autres équipements						

(1) Gestion directe, par régie, concession, affermage...

résident sortant

## MATÉRIEL ET OUTILLAGES

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°18 – relatif au matériel<sup>(1)</sup>

	,	a longitude	אונה אונה	Etat actuel	observations
•			d'affectation	¥0. 33.33	
		_			
		S = -274			

**Président sortant** 

Province ou préfecture de ...... Ministère de l'Intérieur

Tableau N°19 – relatif aux outillages<sup>(1)</sup>

observations	
État actuel	
Service d'affectation	
nombre	
Nature	
Numéro d'ordre	

Président sortant

### VÉHICULES ET ENGINS

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de .....

Ξ.
_s
3
ž
Š,
š
Ħ
8
÷
20,
5
5
B
2
=

	d'ordre	véhicule	d'immatriculation	d'exploitation	Service d'affectation	Etat actuel (2)	observations
		<u></u>					
-							
		2.370	-				

seigner un autre tableau (N-20 bis) pour les véhicules réformés

(2) À indiquer si le véhicule est encore utilisé ou immobilisé.

Président sortant

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ...... Tableau N°21 – relatif aux camions et autres engins<sup>(1)</sup>

d'ordre	5	d'immatriculation	Date de debut d'exploitation	Service d'affectation	Etat actuel	observations

Nouveau Président

# ENGA

# DIVERS

Ministère de l'Intérieur

Province ou préfecture de ......

Tableau N°22 - relatif aux conventions et contrats divers

observations	
Droits issus de la convention ou du contrat	
Engagements issus de la convention ou du contrat	
Partie contractante	
Objet de la convention ou du contrat	-
Numéro de la convention ou du contrat	
Date de conclusion de la convention ou du contrat	• **

Nouveau Président

# ONTENTIEUX

Ministère de l'Intérieur Province ou préfecture de ......

## Tableau N°23 - relatif au contentieux judiciaire

 contentieux	du contentieux (1)	Engagements probables résultants du litige ou du contentieux	observations

(1)A indiquer les procédures engagées pour les jugements définitifs ou assortis d'une exécution provisoire.

#### Président sortant

#### Nouveau Président

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-304 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) pris pour l'application des dispositions de l'article 49 de la loi organique n° 113-14 relative aux communes.

#### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 49;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

#### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la commune et le président du Conseil d'arrondissement établissent, chacun en ce qui le concerne, selon les modèles annexés au présent décret, des états contenant des données et des informations précises et exhaustives portant, notamment, sur :

- les ressources humaines ;
- les ressources financières ;
- le patrimoine immobilier;
- le matériel et outillage;
- les véhicules et engins ;
- les engagements, conventions et contrats divers ;
- le contentieux judiciaire;
- les documents de l'état civil;
- les registres de légalisation des signatures et de certification des copies conformes.

Ces états sont annexés au procès-verbal de l'opération de passation des pouvoirs visée à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2. – La passation des pouvoirs entre le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président, et le nouveau président du Conseil de la commune ou du Conseil d'arrondissement, selon le cas, est consignée, sous la supervision du gouverneur de la préfecture ou de la province ou de son représentant, dans un procès-verbal.

Le procès-verbal et les états qui y sont annexés visés à l'article premier ci-dessus sont signés par :

- le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président;
- le nouveau président du Conseil de la commune ou du conseil d'arrondissement, selon le cas.

Le président dont le mandat arrive à expiration, qui est réélu en tant que président, est tenu de signer, sous la supervision du gouverneur de la préfecture ou de la province ou de son représentant, les états visés à l'article premier ci-dessus. ART. 3. – Si le président dont le mandat arrive à expiration ou son vice-président selon l'ordre de classement en cas de décès du président ou le nouveau président du Conseil ou les deux à la fois refusent de signer, durant l'opération de passation des pouvoirs, le procès-verbal et les états qui y sont annexés et si l'un d'eux ou les deux à la fois n'assistent pas, pour quelque cause que ce soit, à l'opération de passation des pouvoirs, le gouverneur de la préfecture ou de la province désigne une commission administrative qui se substitue à la partie absente et/ou à celle qui refuse d'accomplir la procédure de passation des pouvoirs.

Cette commission est composée, sous la présidence du directeur général des services ou du directeur général, selon le cas, du chef de service chargé des affaires de la présidence et du Conseil et d'un représentant du gouverneur de la préfecture ou de la province.

Dans tous les cas, le président de la commission administrative rédige un procès-verbal à cet effet qu'il fait signer par les membres de la commission et l'adresse au gouverneur de la préfecture ou de la province.

- ART. 4. Si le nouveau président du Conseil de la commune ou du Conseil d'arrondissement, selon le cas, signe le procès-verbal de la passation des pouvoirs en émettant une réserve sur certains des états qui y sont annexés, il est tenu d'adresser, dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la date à laquelle l'opération de passation des pouvoirs a pris fin, un rapport au gouverneur de la préfecture ou de la province dans lequel il explique les motifs de la réserve émise. A défaut, la réserve émise est réputée nulle.
- ART. 5. En ce qui concerne les communes des Méchouars des Palais Royaux, les Pachas sont, directement, concernés par l'opération de passation des pouvoirs et signent, conjointement avec les présidents des Conseils des communes précitées, les procès-verbaux de passation des pouvoirs
- ART. 6. Le nouveau président du Conseil de la commune ou du Conseil d'arrondissement, selon le cas, est tenu d'adresser deux exemplaires du procès-verbal de la passation des pouvoirs et des états qui y sont annexés au gouverneur de la préfecture ou de la province dans un délai de sept (7) jours à compter de la date à laquelle l'opération de passation des pouvoirs a pris fin.
- ART. 7. Les dispositions du présent décret s'appliquent à la procédure de passation des pouvoirs entre le président dont les fonctions ont cessé pour quelque cause que ce soit et le président élu.
- ART. 8. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

# ES Z

Nouveau Président

#### Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau N°1 – les fonctionnaires de la commune

Cadre ou grade	Nom et	Échelle	Échelon	Fonction	Date de	observations
	prénom				recrutement	
Rédacteur principal						
Rédacteur						
Secrétaire principal						
Secrétaire						
Secrétaire principal d'état civil						
Contrôleur principal d'état civil						
Contrôleur d'état civil						
Secrétaire d'état civil						
Agent d'exécution principal						
Agent d'exécution						
Agent de service principal						
Agent de service						
Technicien troisième grade						
Technicien quatrième grade						
Aide-technicien spécialisé						
Aide-technicien						
Infirmier licencié de l'État G II						
Aide Infirmier G I						
Aide Infirmier G II						

Ministère de l'intérieur Commune de ...... Tableau N°1: suite - les fonctionnaires de la commune

Cadre ou grade	Nom et	Échelle	Échelon	Fonction	Date de	observations
	prénom				recrutement	
Programmeur principal		*				
programmeur						
Moniteur						
Opérateur principal						
Opérateur	•					
Agent public hors catégorie principal						
Agent public hors catégorie						
Agent public première catégorie						
Agent public deuxième catégorie						
Agent public troisième catégorie						
Agent public quatrième catégorie						
Dessinateur projeteur		1				
dessinateur						
Conducteur de travaux principal						
Conducteur de travaux						
autres						

### Président Sortant

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau N°2 – les cadres supérieurs exerçant dans les services de la commune

Cadre ou grade	Nom et	Échelle ou	Diplôme	Mission on	Date de	observations
	prénom	échelon		service	recrutement	
Administrateur principal						
Administrateur						
Administrateur adjoint						
Informaticien spécialisé	-					
Ingénieur d'État						
Architecte						
Ingénieur d'application						
Médecin						
vétérinaire						
Analyste programmeur						
analyste						
Technicien principal						
autres						
Président sortant					Nouveau Président	sident

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau Nº3 – les cadres de la commune détachés auprès des administrations ou des autres collectivités territoriales

Cadre ou grade	Cadre ou grade Nom et prénom	Échelle ou	Fonction	Date de	Administration	observations
		Échelon		recrutement	on CT de	
					détachement	
Cadres supérieurs						
Cadres moyens et inférieurs						

### Loortaint

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau N°4 – les fonctionnaires de la commune mis à la disposition des administrations ou des autres collectivités territoriales

observations						résident
Administration ou CT de mise à	la disposition					Nouveau Président
Date de recrutement						
Fonction						
Grade et échelon		-				
Nom et prénom			112			tsortant
Cadre ou grade Nom et prénom						Président sortant

#### Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau N°5 – les postes vacants

Cadre	Grade	nombre	observations
Moniteur			
Opérateur principal			
Opérateur			
Dessinateur projeteur			
dessinateur			
Conducteur de travaux principal			
Conducteur de travaux			
Aide-technicien hors catégorie			
principal			
Aide-technicien hors catégorie			
Aide-technicien première catégorie			
Aide-technicien deuxième catégorie			
Aide-technicien troisième catégorie			
Aide-technicien quatrième catégorie			
autres			
Président sortant	•		Nouveau Président

# FINANCIÈRE

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°6 - les recettes du budget de fonctionnement de l'exercice....... (n= exercice budgétaire relatif à l'année de passation des pouvoirs)

	5.2
Reste à recouvrer	
Charge Recettes Reste à globale réalisées recouvrer	
Charge globale	
Reste à recouvrer au 31/12/ n-1	
Émissions au titre Reste à recouvrer de l'exercice n au 31/12/ n-1	
Prévisions du budget	
Article	-
Chapitre	
Titre	
Paragraphe Titre Chapitre Article	

Jouveau Président

resident sortan

Ministère de l'Intérieur

Tableau N°7 — les recettes du budget d'équipement de l'exercice........... (n≃ exercice budgétaire relatif à l'année de passation des pouvoirs)

Reste à ecouvrer		
ag ag		
Recettes Reste à réalisées recouvrer		
Charge globale		
Émissions au titre Reste à recouvrer de l'exercice n au 31/12/ n-1		
Émissions au titre de l'exercice n		
Prévisions du budget		
Article	•	
Chapitre		
Titre		
Paragraphe Titre Chapitre Article		Total

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°8 – les travaux d'équipement

Nature du projet	Localisation du projet	Année de fin des travaux	Coût total	Source de financement
1. Construction et pavage				
des chaussées				
2. Trottoirs				
3. Extension des canaux				
d'assainissement		_		
4. Extension des canaux				
d'eau potable				

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°8 bis – situation des emprunts

١,		De BEBLAN, et 1 1e.22
	Endettement courant jusqu'au 31/07/n	
2	Montant payé	
	Durée de l'emprunt	
	Montant de l'emprunt	
69	Nature du projet	-
	Institution de crédits	
	Date d'octroi de Institution de l'emprunt crédits	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

observations		
Crédits disponibles		
Total des émissions		
Dépenses engagées		
Crédits ouverts y compris les virements		
Article	-	
Chapitre		
Titre		
Paragraphe		Total
	Titre Chapitre Article compris les compris les virements	Titre Chapitre Article ouverts y Dépenses Total des Autres Crédits compris les virements engagées émissions engagements disponibles

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau N°10 - situation des crédits d'équipement au titre du budget.....n

Paragraphe Titre Chapitre Article	Total
Article	
Crédits de l'année n	
Crédits Total des transférés crédits	
Total des crédits	
Engagements	
Total des émissions	
Autres engagements	
Crédits non engagés	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau Nº11 - état d'avancement de réalisation des projets

Pourcentage d'avancement des travaux	
Montants payés	
Référence du marché de réalisation	
Coût total	
programme	
projet	

Nouveau Président

## PATRIMOINE IMMOBILIER

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

_	
٥,	•
Ž	
÷	
Ē	
ĕ	
*	
<u>*</u>	
ä	
Ħ	
萱	
Ē	
ᅙ	
e e	
80	
S	
10	
芸	
ē	
Ë	
£	
7	
N	
=	
~	
ğ	
ă	
TO	

	BULLETIN OFFICIEL
observations	
Usage actuel ou prévu du bâtiment	
Références foncières <sup>(2)</sup>	
adresse	
surface	
contenu	
Numéro d'ordre	

(1) Les baux doivent être consignés dans un tableau séparé à joindre

(2) À indiquer le numéro du titre foncier ou celui de la demande d'immatriculation le cas échéant, indiquer que le bien n'est pas immatriculé à la conservation foncière

#### Président sortant

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau N°13 – inventaire des bâtiments à usage d'habitation<sup>(3)</sup>

	T
observations	
Le résident <sup>(4)</sup>	
Références foncières	
adresse	
surface	-
contenu	
Numéro d'ordre	

(3) Les baux doivent être consignés dans un tableau séparé à joindre

(4) A indiquer l'identité du résident et la nature d'exploitation du bien (location, logement de fonction,...)

Il est proposé de se limiter à un tableau statistique lorsque l'abondance des habitations le justifie.

Président sortant

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau N°14 - inventaire des terrains non bâtis

observations	
Usage actuel	
Références foncières	
adresse	
surface	-
contenu	
Numéro d'ordre	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°15 – Inventaire des jardins et des parcs publics

,	BOLLETIN OF FICIEL
	222 222
observations	
Usage actuel	
Références foncières	
adresse	
surface	-
contenu	
Numéro d'ordre	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°16 – inventaire des parkings

	BOLLETIN OF FICIEL
observations	
Mode de gestion	
Références foncières	
adresse	
surface	
contenu	
Numéro d'ordre	

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

# Tableau N°17 – inventaire des suprastructures

				,	,
observations					
Références Mode de gestion <sup>(1)</sup> foncières					
Références foncières					
adresse					
surface					
contenu			-		
Nature des équipements	Équipements économiques	Équipements sociaux	Équipements culturels	Équipements sportifs et de loisir	Autres équipements
Numéro d'ordre					

(1) Gestion directe, par régie, concession, affermage...

Président sortant

## MATÉRIEL ET OUTILLAGES

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°18 – relatif au matériel<sup>(1)</sup>

Numéro d'ordre	Nature	nombre	Service d'affectation	État actuel	observations

(1) A renseigner un autre tableau (N° 18 bis) aux matériels réformés

**Président sortant** 

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°19 – relatif aux outillages<sup>(1)</sup>

		ľ
observations		
État actuel		
Service d'affectation		éformés
nombre		(1) À renseigner un autre tableau (N°19 bis) pour les outillages réformés
Nature	•	n autre tableau (N°19
Numéro d'ordre		(1) À renseigner u

Nouveau Président

## VÉHICULES ET ENGINS

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°20 – relatifs aux véhicules<sup>(1)</sup>

d'ordre	Nature du véhicule	Numéro d'immatriculation	Date de début d'exploitation	Service d'affectation	Etat actuel (2)	observations
		-				

(1) A renseigner un autre tableau (N° 20 bis) pour les véhicules réformés.

(2) À indiquer si le véhicule est encore utilisé ou immobilisé.

Président sortant

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau N°21 – relatif aux camions et autres engins<sup>(1)</sup>

Numéro d'ordre	Nature	Numéro d'Immatriculation	Date de début d'exploitation	Service d'affectation	État actuel	observations
	***					

(1) A renseigner un autre tableau (N° 21 bis) pour les camions et engins réformés

Président sortant

Dinyaan Drácidant

# GEMENTS ENGA

# DIVERS

Ministère de l'Intérieur Commune de ......

Tableau N°22 - relatif aux conventions et contrats divers

observations	
Droits issus de la convention ou du contrat	
Engagements issus de la convention ou du contrat	
Partie contractante	
Objet de la convention ou du contrat	-
Numéro de la convention ou du contrat	
Date de conclusion de la convention ou du contrat	

Nouveau Président

**Président sortant** 

# NTENTIEN

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau N°23 -relatif au contentieux judiciaire

Nature du litige ou du contentieux	L'autre partie du litige	Date du litige ou contentieux	Sort du litige ou du contentieux (1)	Engagements probables résultants du litige ou du contentieux	observations
		-			

(1)A indiquer les procédures engagées pour les jugements définitifs ou assortis d'une exécution provisoire.

Président sortant

**Nouveau Président** 

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau N°24 – documents de l'état civil livré sur PV au cours de l'opération de passation des pouvoirs entre le nouveau président et

le président sortant

Nature dec documente	~ 7
	and the state of t
Cahiers des déclarations de naissances	
Cahiers des déclarations de décès	
Cahiers des jugements déclaratifs	
Imprimés des copies intégrales des actes de naissance	
Imprimés des copies intégrales des actes de décès	
Imprimés des extraits des actes de naissance	
Imprimés des extraits des actes de décès	
Imprimés de la fiche individuelle de l'état civil	
Cartes roses utilisées	
Cartes roses non utilisées	
Cartes blanches utilisées	
Cartes blanches non utilisées	
Imprimés des fiches familiales	

## Président sortant

Nouveau Président

Ministère de l'Intérieur

Commune de ......

Tableau N°25 – documents de l'état civil livrés sur PV au cours de l'opération de passation des pouvoirs entre le nouveaux président et le président sortant

	nombre
1- Les fiches familiales	
2- Les livrets de famille	
- En cours de réception	
- En stock	
-	

Nouveau Président

**Président sortant** 

Ministère de l'Intérieur

Commune de .....

Tableau N°26 - documents de l'état civil livrés sur PV au cours de l'opération de passation des pouvoirs entre le nouveau président

et le président sortant

Nature des documents	nombre
Naissance	
décès	
Jugement	
Transcription des déclarations de naissance	
Tables annuelles	
Tables décennales	
Registres d'état civil des étrangers	

Nouveau Président

**Président sortant** 

Ministère de l'Intérieur Commune de ...... Tableau N°27 - Les registres de légalisation de signatures, de certification des copies conformes et de signatures déposées

Nature des documents	nombre
Registres de légalisation de signature :	
Registres de certification des copies conformes :	
Registres des signatures déposées :	

## Président sortant

Nouveau Président

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-305 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la procédure et les délais de préparation de la programmation triennale du budget de la région.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n°111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 197;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la région prépare le projet de programmation triennale du budget de la région, compte-tenu des prévisions de l'ensemble des ressources et des charges de la région conformément au programme de développement régional.

Le projet de cette programmation est assorti des objectifs et des indicateurs de performance.

- ART. 2. Le projet de programmation triennale est établi dans un délai n'excédant pas la fin du mois d'août de chaque année.
- ART. 3. La programmation triennale est actualisée chaque année en vue de l'adapter à l'évolution de l'ensemble des ressources et des charges de la région, en reconsidérant l'ordre des priorités pour les projets programmés.

Les prévisions de recettes et de dépenses, au titre de la première année, doivent être conformes aux prévisions du budget.

- ART. 4. Le modèle de l'état de la programmation triennale du budget de la région est fixé par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016). Décret n° 2-16-306 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant le contenu de la programmation triennale du budget de la préfecture ou de la province et les modalités de son élaboration.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n°112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 175;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la préfecture ou de la province prépare le projet de programmation triennale du budget de la préfecture ou de la province, compte-tenu des prévisions de l'ensemble des ressources et des charges de la préfecture ou de la province conformément au programme de développement de la préfecture ou de la province.

Le projet de cette programmation est assorti des objectifs et des indicateurs de performance.

- ART. 2. Le projet de programmation triennale est établi dans un délai n'excédant pas la fin du mois d'août de chaque année.
- ART. 3. La programmation triennale est actualisée chaque année en vue de l'adapter à l'évolution de l'ensemble des ressources et des charges de la préfecture ou de la province, en reconsidérant l'ordre des priorités pour les projets programmés.

Les prévisions de recettes et de dépenses, au titre de la première année, doivent être conformes aux prévisions du budget.

- ART. 4. Le modèle de l'état de la programmation triennale du budget de la préfecture ou de la province est fixé par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016)
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-307 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant le contenu de la programmation triennale du budget de la commune et les modalités de son élaboration.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 183;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la commune prépare le projet de programmation triennale du budget de la commune, compte-tenu des prévisions de l'ensemble des ressources et des charges de la commune conformément au plan d'action de la commune.

Le projet de cette programmation est assorti des objectifs et des indicateurs de performance.

- ART. 2. Le projet de programmation triennale est établi dans un délai n'excédant pas la fin du mois d'août de chaque année.
- ART. 3. La programmation triennale est actualisée chaque année en vue de l'adapter à l'évolution de l'ensemble des ressources et des charges de la commune, en reconsidérant l'ordre des priorités pour les projets programmés.

Les prévisions de recettes et de dépenses, au titre de la première année, doivent être conformes aux prévisions du budget.

- ART. 4. Le modèle de l'état de la programmation triennale du budget de la commune sera fixé par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Décret n° 2-16-308 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les conditions et les modalités de virement des crédits ouverts au budget de la région.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 98 et 214;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

### Chapitre premier

Conditions et modalités de virement des crédits de fonctionnement et d'équipement

ARTICLE PREMIER. – Les virements des crédits de fonctionnement et d'équipement ouverts au budget de la région sont effectués dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent chapitre.

ART. 2. – Les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil de la région, prise après délibération du Conseil.

Les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même programme sont effectués par décision du président du Conseil de la région, prise sans délibération du Conseil.

ART. 3 – Les virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil de la région, prise après délibération du Conseil et visa de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.

Les virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même programme sont effectués par décision du président du Conseil de la région, prise sans délibération du Conseil.

ART. 4. – L'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur procède au visa des décisions de virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même article dans un délai de 20 jours à compter de la date de leur réception après s'être assuré du respect des dispositions du présent décret.

Si l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur ne statue pas sur les décisions de virement des crédits d'équipement à l'intérieur du même article dans le délai prévu au premier alinéa ci-dessus, celles-ci sont réputées avoir été visées.

ART. 5. – Les décisions de virements des crédits de fonctionnement et d'équipement sont notifiées, sans délai, dès leur adoption, à l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur et au trésorier auprès de la région.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

### Chapitre II

### Dispositions transitoires et finales

ART. 6. – Les dispositions du premier chapitre du présent décret prennent effet à compter de la date de publication au « Bulletin officiel » du texte réglementaire prévu à l'article 169 de la loi organique susvisée n° 111-14. Dans l'attente de la publication du texte réglementaire précité, le président du Conseil de la région continue, à titre transitoire, d'effectuer les virements de crédits selon la nomenclature en vigueur et dans les conditions et selon les modalités prévues aux paragraphes a) et b) ci-après:

- a) En ce qui concerne le budget de fonctionnement
- -les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil, prise sans délibération du Conseil;
- -les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même chapitre sont effectués par décision du président du Conseil, prise après délibération du Conseil et visa de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.

b)En ce qui concerne le budget d'équipement ;

- -les virements des crédits d'équipement sont effectués par décision du président du Conseil, prise après délibération du Conseil et visa de l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.
- ART. 7 Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-309 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les conditions et les modalités de virement des crédits ouverts au budget de la préfecture ou de la province.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu la loi organique n°112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 93 et 192;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

### Chapitre premier

Conditions et modalités de virement des crédits de fonctionnement et d'équipement

ARTICLE PREMIER. – Les virements des crédits de fonctionnement et d'équipement ouverts au budget de la préfecture ou de la province sont effectués dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent chapitre.

ART. 2. – Les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil de la préfecture ou de la province prise, après délibération du Conseil.

Les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même programme sont effectués par décision du président du Conseil de la préfecture ou de la province, prise sans délibération du Conseil.

ART. 3. – Les virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil de la préfecture ou de la province, prise après délibération du Conseil et visa du gouverneur de la préfecture ou de la province.

Les virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même programme sont effectués par décision du président du Conseil de la préfecture ou de la province, prise sans délibération du Conseil.

ART. 4. – Le gouverneur de la préfecture ou de la province procède au visa des décisions de virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même article dans un délai de 20 jours à compter de la date de leur réception après s'être assuré du respect des dispositions du présent décret.

Si le gouverneur de la préfecture ou de la province ne statue pas sur les décisions de virement des crédits d'équipement à l'intérieur du même article dans le délai prévu au premier alinéa ci-dessus, celles-ci sont réputées avoir été visées.

ART. 5 – Les décisions de virements des crédits de fonctionnement et d'équipement sont notifiées, sans délai, dès leur adoption, au gouverneur de la préfecture ou province et au trésorier auprès de la préfecture ou de la province.

### Chapitre II

### Dispositions transitoires et finales

ART. 6. – Les dispositions du premier chapitre du présent décret prennent effet à compter de la date de publication au « Bulletin officiel » du texte réglementaire prévu à l'article 148 de la loi organique susvisée n°112-14. Dans l'attente de la publication du texte réglementaire précité, le président du Conseil de la préfecture ou de la province continue, à titre transitoire, d'effectuer les virements de crédits selon la nomenclature en vigueur et dans les conditions et selon les modalités prévues par les paragraphes a) et b) ci-après:

- a) en ce qui concerne le budget de fonctionnement
- -les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil, prise sans délibération du Conseil;
- -les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même chapitre sont effectués par décision du président du Conseil, prise après délibération du Conseil et visa du gouverneur de la préfecture ou de la province.
- b) en ce qui concerne le budget d'équipement
- -les virements des crédits d'équipement sont effectués par décision du président du Conseil, prise après délibération du Conseil et visa du gouverneur de la préfecture ou de la province.
- ART. 7. Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-310 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les conditions et les modalités de virement des crédits ouverts au budget de la commune.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7juillet 2015), notamment ses articles 92 et 201;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

### Chapitre premier

Conditions et modalités de virement des crédits de fonctionnement et d'équipement

ARTICLE PREMIER. – Les virements des crédits de fonctionnement et d'équipement ouverts au budget de la commune sont effectués dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent chapitre.

ART. 2. – Les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil de la commune, prise après délibération du Conseil.

Les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même programme sont effectués par décision du président du Conseil de la commune, prise sans délibération du Conseil.

ART. 3. – Les virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil de la commune, prise après délibération du Conseil et visa du gouverneur de la préfecture ou de la province.

Les virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même programme sont effectués par décision du président du Conseil de la commune, prise sans délibération du Conseil.

ART. 4. – Le gouverneur de la préfecture ou de la province procède au visa des décisions de virements des crédits d'équipement à l'intérieur du même article dans un délai de 20 jours à compter de la date leur réception après s'être assuré du respect des dispositions du présent décret.

Si le gouverneur de la préfecture ou de la province ne statue pas sur les décisions de virement des crédits à l'intérieur du même article dans le délai prévu au premier alinéa ci-dessus, celles-ci sont réputées avoir été visées.

ART. 5. – Les décisions de virements des crédits de fonctionnement et d'équipement sont notifiées, sans délai, dès leur adoption, au gouverneur de la préfecture ou de la province et au trésorier auprès de la commune.

### Chapitre II

### Dispositions transitoires et finales

ART. 6. – Les dispositions du premier chapitre du présent décret prennent effet à compter de la date de publication au « Bulletin officiel » du texte réglementaire prévu à l'article 156 de la loi organique susvisée n° 113-14. Dans l'attente de la publication du texte réglementaire précité, le président du Conseil de la commune continue, à titre transitoire, d'effectuer les virements de crédits selon la nomenclature en vigueur et dans les conditions et selon les modalités prévues par les paragraphes a) et b) ci-après:

- a) en ce qui concerne le budget de fonctionnement
- -les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même article sont effectués par décision du président du Conseil, prise sans délibération du Conseil;
- -les virements des crédits de fonctionnement à l'intérieur du même chapitre sont effectués par décision du président du Conseil, prise après délibération du Conseil et visa du gouverneur de la préfecture ou de la province.
- b) en ce qui concerne le budget d'équipement
- -les virements des crédits d'équipement sont effectués par décision du président du Conseil, prise après délibération du Conseil et visa du gouverneur de la préfecture ou de la province.

ART. 7. – Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-311 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités de report des crédits ouverts au budget de la région.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 179, 180 et 181;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. — En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 181 de la loi organique susvisée n° 111-14, les modalités de report des crédits de fonctionnement et d'équipement sur le budget de l'année suivante sont fixées comme suit :

- -sont reportés sur le budget de l'année suivante les crédits de fonctionnement engagés et qui n'ont pas donné lieu à paiement à la clôture de l'exercice budgétaire;
- -sont reportés sur le budget de l'année suivante les crédits de paiement concernant les dépenses d'équipement qui ont fait l'objet d'engagements visés et qui n'ont pas été ordonnancés à la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que les crédits de paiement non engagés à la clôture de l'exercice budgétaire, y compris les soldes des exercices précédents.

Les crédits sont reportés au vu d'un état préparé par l'ordonnateur et visé par le trésorier auprès de la région dans un délai n'excédant pas le 31 janvier de l'année qui suit la clôture de l'exercice budgétaire.

ART. 2. – Les décisions de report des crédits sont notifiées à l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur, après leur visa par le trésorier auprès de la région.

ART. 3. – Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-312 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités de report des crédits ouverts au budget de la préfecture ou de la province.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 158, 159 et 160;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 160 de la loi organique susvisée n° 112-14, les modalités de report des crédits de fonctionnement et d'équipement sur le budget de l'année suivante sont fixées comme suit :

- sont reportés sur le budget de l'année suivante les crédits de fonctionnement engagés et qui n'ont pas donné lieu à paiement à la clôture de l'exercice budgétaire;
- sont reportés sur le budget de l'année suivante les crédits de paiement concernant les dépenses d'équipement qui ont fait l'objet d'engagements visés et qui n'ont pas été ordonnancés à la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que les crédits de paiement non engagés à la clôture de l'exercice budgétaire, y compris les soldes des exercices précédents.

Les crédits sont reportés au vu d'un état préparé par l'ordonnateur et visé par le trésorier auprès de la préfecture ou de la province dans un délai n'excédant pas le 31 janvier de l'année qui suit la clôture de l'exercice budgétaire.

ART. 2. – Les décisions de report des crédits sont notifiées au gouverneur de la préfecture ou de la province, après leur visa par le trésorier auprès de la province ou de la préfecture.

ART. 3. – Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-313 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités de report des crédits ouverts au budget de la commune

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 166, 167 et 168;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. — En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 168 de la loi organique susvisée n° 113-14, les modalités de report des crédits de fonctionnement et d'équipement sur le budget de l'année suivante sont fixées comme suit :

- sont reportés sur le budget de l'année suivante les crédits de fonctionnement engagés et qui n'ont pas donné lieu à paiement à la clôture de l'exercice budgétaire;
- sont reportés sur le budget de l'année suivante les crédits de paiement concernant les dépenses d'équipement qui ont fait l'objet d'engagements visés et qui n'ont pas été ordonnancés à la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que les crédits de paiement non engagés à la clôture de l'exercice budgétaire, y compris les soldes des exercices précédents.

Les crédits sont reportés au vu d'un état préparé par l'ordonnateur et visé par le trésorier auprès de la commune dans un délai n'excédant pas le 31 janvier de l'année qui suit la clôture de l'exercice budgétaire.

ART. 2. – Les décisions de report des crédits sont notifiées au gouverneur de la préfecture ou de la province, après leur visa par le trésorier auprès de la commune.

ART. 3. – Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-314 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la liste des documents devant être joints au budget de la région soumis à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 198;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 198 de la loi organique susvisée n° 111-14, le projet de budget de la région est soumis, aux fins d'examen, à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation, accompagné des documents nécessaires ci-après:

- un état de la programmation triennale du budget de la région;
- le projet de performance au titre de l'exercice concerné;
- un état spécifique des engagements financiers découlant des conventions et des contrats conclus par la région, et des garanties accordées;
- un état spécifique des annuités afférentes au remboursement des emprunts au titre de l'exercice concerné;
- un état des arrêts et des décisions de justice prononcés à l'encontre de la région;
- un état spécifique des recettes encaissées et de celles qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement durant les deux exercices précédents, ainsi que des recettes encaissées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;

- un état spécifique des dépenses engagées et payées au titre des budgets de fonctionnement et d'équipement au cours des deux exercices précédents, ainsi que des dépenses engagées et payées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- -une note de présentation relative aux dépenses de fonctionnement faisant ressortir leur évolution, leur structure, leurs caractéristiques et leur estimation prévisionnelle au titre de l'exercice budgétaire concerné et l'exercice suivant ainsi que l'évolution de l'effectif des fonctionnaires.
- ART. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-315 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la liste des documents devant être joints au budget de la préfecture ou de la province soumis à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 176;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 176 de la loi organique susvisée n° 112-14, le projet de budget de la préfecture ou de la province est soumis, aux fins d'examen, à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation, accompagné des documents nécessaires ci-après :

- un état de la programmation triennale du budget de la préfecture ou de la province;
- -le projet de performance au titre de l'exercice concerné;
- un état spécifique des engagements financiers découlant des conventions et des contrats conclus par la préfecture ou la province, et des garanties accordées;
- un état spécifique des annuités afférentes au remboursement des emprunts au titre de l'exercice concerné;
- un état des arrêts et des décisions de justice prononcés à l'encontre de la préfecture ou de la province;

- un état spécifique des recettes encaissées et de celles qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement durant les deux exercices précédents, ainsi que des recettes encaissées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- un état spécifique des dépenses engagées et payées au titre des budgets de fonctionnement et d'équipement au cours des deux exercices précédents, ainsi que des dépenses engagées et payées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- une note de présentation relative aux dépenses de fonctionnement faisant ressortir leur évolution, leur structure, leurs caractéristiques et leur estimation prévisionnelle au titre de l'exercice budgétaire concerné et l'exercice suivant ainsi que l'évolution de l'effectif des fonctionnaires.
- ART. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-316 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant la liste des documents devant être joints au budget de la commune soumis à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 185;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 185 de la loi organique susvisée n° 113-14, le projet de budget de la commune est soumis, aux fins d'examen, à la commission du budget, des affaires financières et de la programmation, accompagné des documents nécessaires ciaprès:

- un état de la programmation triennale du budget de la commune;
- le projet de performance au titre de l'exercice concerné;
- un état spécifique des engagements financiers découlant des conventions et des contrats conclus par la commune, et des garanties accordées;

- un état spécifique des annuités afférentes au remboursement des emprunts au titre de l'exercice concerné;
- -un état des arrêts et des décisions de justice prononcés à l'encontre de la commune ;
- -un état spécifique des recettes encaissées et de celles qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement durant les deux exercices précédents, ainsi que des recettes encaissées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- -un état spécifique des dépenses engagées et payées au titre des budgets de fonctionnement et d'équipement au cours des deux exercices précédents, ainsi que des dépenses engagées et payées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- -une note de présentation relative aux dépenses de fonctionnement faisant ressortir leur évolution, leur structure, leurs caractéristiques et leur estimation prévisionnelle au titre de l'exercice budgétaire concerné et l'exercice suivant ainsi que l'évolution de l'effectif des fonctionnaires.

ART. 4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

### Décret n° 2-16-317 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'élaboration des états financiers et comptables accompagnant le budget de la région.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 203;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE

ARTICLE PREMIER. — En application des dispositions de l'article 203 de la loi organique susvisée n° 111-14, le présent décret fixe les modalités d'élaboration des états comptables et financiers accompagnant le budget de la région qui est adressé, aux fins de visa, à l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur.

### ART. 2. - Les états comptables comprennent :

- -un état spécifique des recettes encaissées et de celles qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement durant les deux exercices précédents, ainsi que des recettes encaissées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- un état spécifique des dépenses engagées et payées au titre des budgets de fonctionnement et d'équipement durant les deux exercices précédents, ainsi que des dépenses engagées et payées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours.

### Les états financiers comprennent :

- un état spécifique des annuités afférentes au remboursement des emprunts au titre de l'exercice concerné;
- -un état des arrêts et des décisions de justice prononcés à l'encontre de la région ;
- -un état spécifique des engagements financiers découlant des conventions et des contrats conclus par la région;
- un état spécifique des dépenses obligatoires.

ART. 3 – L'ordonnateur élabore les états comptables visés au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus conformément aux textes réglementaires portant règlement de la comptabilité publique des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Ces états comptables doivent être visés par le trésorier auprès de la région.

- ART. 4. L'ordonnateur est tenu d'établir les états financiers visés au deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus de façon sincère.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

### Décret n° 2-16-318 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'élaboration des états financiers et comptables accompagnant le budget de la préfecture ou de la province.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment l'article 181;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — En application des dispositions de l'article 181 de la loi organique susvisée n° 112-14, le présent décret fixe les modalités d'élaboration des états comptables et financiers accompagnant le budget de la préfecture ou de la province qui est adressé, aux fins de visa, au gouverneur de la préfecture ou de la province.

### ART. 2. - Les états comptables comprennent :

- Un état spécifique des recettes encaissées et de celles qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement durant les deux exercices précédents, ainsi que des recettes encaissées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- Un état spécifique des dépenses engagées et payées au titre des budgets de fonctionnement et d'équipement durant les deux exercices précédents, ainsi que des dépenses engagées et payées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours.

### Les états financiers comprennent :

- un état spécifique des annuités afférentes au remboursement des emprunts au titre de l'exercice concerné;
- un état des arrêts et des décisions de justice prononcés à l'encontre de la préfecture ou de la province;
- un état spécifique des engagements financiers découlant des conventions et des contrats conclus par la préfecture ou la province;
- un état spécifique des dépenses obligatoires.
- ART. 3. L'ordonnateur élabore les états comptables visés au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus conformément aux textes réglementaires portant règlement de la comptabilité publique des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Ces états comptables doivent être visés par le trésorier auprès de la préfecture ou de la province.

- ART. 4. L'ordonnateur est tenu d'établir les états financiers visés au deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus de façon sincère.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur.

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016). Décret n° 2-16-319 du 23 ramadan 1437 (29 juin 2016) fixant les modalités d'élaboration des états financiers et comptables accompagnant le budget de la commune.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 190;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 ramadan 1437 (16 juin 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 190 de la loi organique susvisée n° 113-14, le présent décret fixe les modalités d'élaboration des états comptables et financiers accompagnant le budget de la commune qui est adressé, aux fins de visa, au gouverneur de la préfecture ou de la province.

### ART. 2. - Les états comptables comprennent :

- un état spécifique des recettes encaissées et de celles qui n'ont pas fait l'objet d'encaissement durant les deux exercices précédents, ainsi que des recettes encaissées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours;
- un état spécifique des dépenses engagées et payées au titre des budgets de fonctionnement et d'équipement durant les deux exercices précédents, ainsi que des dépenses engagées et payées jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cours.

### Les états financiers comprennent :

- un état spécifique des annuités afférentes au remboursement des emprunts au titre de l'exercice concerné;
- -un état des arrêts et des décisions de justice prononcés à l'encontre de la commune ;
- un état spécifique des engagements financiers découlant des conventions et des contrats conclus par la commune;
- un état spécifique des dépenses obligatoires.
- ART. 3. L'ordonnateur élabore les états comptables visés au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus conformément aux textes réglementaires portant règlement de la comptabilité publique des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Ces états comptables doivent être visés par le trésorier auprès de la commune.

ART. 4 – L'ordonnateur est tenu d'établir les états financiers visés au deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus de façon sincère.

ART. 5 – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1437 (29 juin 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6482 du 9 chaoual 1437 (14 juillet 2016).

Décret n° 2-16-404 du 30 chaoual 1437 (4 août 2016) fixant les conditions et les procédures de promotion de la coopération, la concertation et la complémentarité entre la préfecture ou la province et les communes relevant de son ressort territorial, en tout ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage déléguée.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux provinces et préfectures promulguée par le dahir n°1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 6;

Vu la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015);

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — En application des dispositions du deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi organique susvisée n° 112-14, une ou plusieurs communes peuvent confier, par convention, à la préfecture ou la province de leur ressort territorial, l'exécution en leur nom et pour leur compte de tout ou partie des missions de maîtrise d'ouvrage, dans les conditions et selon les procédures prévues par le présent décret.

ART. 2. - Au sens du présent décret, on entend par :

- Projet : les travaux, fournitures et prestations de services qu'une ou plusieurs communes entendent réaliser conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- Maître d'ouvrage : la commune ou les communes qui relèvent du ressort territorial de la préfecture ou de la province;
- Maître d'ouvrage délégué: la préfecture ou la province à laquelle sont confiées certaines missions du maître d'ouvrage, dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent décret.
- ART. 3. Les missions de la maîtrise d'ouvrage déléguée d'un projet peuvent porter, notamment, sur :
  - la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles le projet sera étudié et exécuté;
  - le suivi et la coordination des études ;

- l'examen des avant- projets et des projets ;
- l'agrément des avant-projets et des projets ;
- la préparation des dossiers de consultation ;
- -la passation des marchés conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- la gestion du marché après son approbation par le président du Conseil de la commune ou des présidents des Conseils des communes concernées;
- le suivi, la coordination et le contrôle des travaux ;
- la réception du projet.

ART. 4. – La décision portant délégation de la maîtrise d'ouvrage du projet à exécuter à la province ou la préfecture est prise, après délibérations concordantes du Conseil de la commune ou des Conseils de communes concernées et du Conseil de la préfecture ou de la province.

ART. 5. – La convention de la maîtrise d'ouvrage déléguée prévoit, notamment, selon le cas :

- le ou les ouvrages qui font l'objet de la délégation de la maîtrise d'ouvrage du projet et les délais de leur exécution;
- les attributions confiées au maître d'ouvrage délégué;
- le statut juridique du foncier sur lequel le projet est édifié;
- le mode de financement de l'ouvrage conformément à la règlementation en vigueur;
- les modalités du contrôle technique, financier et comptable exercé par le maître d'ouvrage aux différentes phases de l'opération;
- les conditions d'agrément des avant-projets et de réception de l'ouvrage;
- les conditions selon lesquelles le maître d'ouvrage constate l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage délégué;
- les conditions dans lesquelles la convention peut être résiliée;
- les modalités selon lesquelles peuvent être résolus les litiges relatifs à l'exécution de la convention;
- les modalités selon lesquelles sont transmis, au maître d'ouvrage, des rapports périodiques concernant le taux d'avancement des travaux et un rapport détaillé contenant un inventaire de toutes les opérations relatives à la convention.

ART. 6. – Le Conseil de la commune ou les Conseils de communes, selon le cas, et le Conseil de la province ou de la préfecture approuvent la convention de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

La convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n'est exécutoire qu'après avoir été visée, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de sa réception, par le gouverneur de la préfecture ou de la province, après s'être assuré du respect des dispositions du présent décret. Si le gouverneur de la préfecture ou de la province ne statue pas sur la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le délai prévu au deuxième alinéa du présent article, ladite convention est réputée avoir été visée.

ART. 7. – Toute modification affectant la convention de maîtrise d'ouvrage délégué fera l'objet d'un avenant.

L'avenant n'est considéré comme valable qu'après avoir être approuvé dans les conditions et selon les procédures prévues par le présent décret.

- ART. 8. Le maître d'ouvrage est tenu de communiquer au maître d'ouvrage délégué, tous les documents, les états et les autorisations nécessaires à l'exécution de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- ART. 9. Le maître d'ouvrage délégué n'est tenu envers le maître d'ouvrage que de la bonne exécution des attributions qui lui ont été confiées en vertu de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- ART. 10. La responsabilité du maître d'ouvrage délégué s'achève dès la réception définitive du projet.
- ART. 11. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 30 chaoual 1437 (4 août 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6508 du 11 moharrem 1438 (13 octobre 2016).

Décret n° 2-16-401 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant la forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la région et les pièces justificatives qui doivent y être jointes.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 122;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les citoyennes, les citoyens et les associations peuvent, dans les conditions et selon les modalités prévues par les articles 118 à 122 de la loi organique susvisée n° 111-14, déposer des pétitions auprès du président du Conseil de la région.

- ART. 2. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article 122 de la loi organique précitée n° 111-14, la forme de la pétition est fixée en annexe du présent décret.
- ART. 3. La pétition présentée par les citoyennes et les citoyens doit être accompagnée de copies des cartes nationales d'identité des pétitionnaires.
- ART. 4. La pétition présentée par les associations doit être accompagnée des pièces justificatives ci-après :
  - copie du récépissé définitif délivré à l'association, à ses succursales et établissements le cas échéant ou un document attestant que l'association est dûment constituée conformément aux dispositions de l'article 5 du dahir n° 1-58-376 du 3 journada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association;
  - copie des statuts de l'association;
  - document justifiant les attributions conférées à la personne chargée d'assurer, au nom de l'association, le suivi de la procédure de présentation de la pétition.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016)

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

de

Annexe du décret n° 2-16-401 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) Forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la région

Pétition déposée auprès du président de la région
- Date de dépôt de la pétition! :
- Objet de la pétition <sup>1</sup> :
<ul> <li>Les motifs qui président au dépôt de la pétition et les objectifs qu'elle poursuit :</li> </ul>

516 BULLETIN	1 OFF
<ul> <li>Les données personnelles (y compris la mention de l'adresse et la préfecture ou la province) et les signatures des pétitionnaires ou du représentant légal de l'association :</li> </ul>	l'ex
<sup>1</sup> Il faut mentionner la date de dépôt de la pétition et son objet au début de chacune de ses pages.	
Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6511 du 22 moharrem 1438 (24 octobre 2016).	Aı
Décret n° 2-16-402 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant la forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la préfecture ou de la province et les pièces justificatives qui doivent y être jointes.	Fo ou
<del></del>	
LE CHEF DU GOUVERNEMENT,	
Vu la loi organique n° 112-14 relative aux préfectures et provinces promulguée par le dahir n° 1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 116;	
Sur proposition du ministre de l'intérieur ;	
Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),	
DÉCRÈTE :	
ARTICLE PREMIER. – Les citoyennes, les citoyens et les associations peuvent, dans les conditions et selon les modalités prévues par les articles 112 à 116 de la loi organique susvisée n° 112-14, déposer des pétitions auprès du président de la préfecture ou de la province.	
ART. 2. – En application des dispositions du dernier alinéa de l'article 116 de la loi organique précitée n° 112-14, la forme de la pétition est fixée en annexe du présent décret.	-
ART. 3. – La pétition présentée par les citoyennes et les citoyens doit être accompagnée de copies des cartes nationales d'identité des pétitionnaires.	
ART. 4 – La pétition présentée par les associations doit être accompagnée des pièces justificatives ci-après :	
<ul> <li>copie du récépissé définitif délivré à l'association, ses succursales et ses établissements le cas échéant ou un document attestant que l'association est dûment</li> </ul>	

ART. 5. - Le ministre de l'intérieur est chargé de 'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

> Fait à Rabat, le 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing: Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Annexe du décret n° 2-16-402 du 4 moherram 1438 (6 octobre 2016) Forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la préfecture ou de la province

Pétition déposée auprès du président de la préfecture de la province :
- Date de dépôt de la pétition <sup>1</sup> :
- Objet de la pétition <sup>1</sup> :
<ul> <li>Les motifs qui président au dépôt de la pétition et les objectifs qu'elle poursuit :</li> </ul>
<ul> <li>Les données personnelles et les signatures des pétitionnaires ou du représentant légal de l'association :</li> </ul>

réglementant le droit d'association;

constituée conformément aux dispositions de l'article 5 du dahir nº 1-58-376 du 3 journada I 1378 (15 novembre 1958)

<sup>1</sup> Il faut mentionner la date de dépôt de la pétition et son objet au début de chacune de ses pages.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6511 du 22 moharrem 1438 (24 octobre 2016).

<sup>-</sup> copie des statuts de l'association;

<sup>-</sup> document justifiant les attributions conférées à la personne chargée d'assurer, au nom de l'association, le suivi de la procédure de présentation de la pétition.

Décret nº 2-16-403 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant la forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la commune et les pièces justificatives qui doivent y être jointes.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique nº 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir nº 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 125;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. - Les citoyennes, les citoyens et les associations peuvent, dans les conditions et selon les modalités prévues par les articles 121 à 125 de la loi organique susvisée nº 113-14, déposer des pétitions auprès du président de la commune.

- ART. 2. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article 125 de la loi organique précitée n° 113-14, la forme de la pétition est fixée en annexe du présent décret.
- ART. 3. La pétition présentée par les citoyennes et les citoyens doit être accompagnée de copies des cartes nationales d'identité des pétitionnaires.
- ART. 4. La pétition présentée par les associations doit être accompagnée des pièces justificatives ci-après :
  - copie du récépissé définitif délivré à l'association, à ses succursales et établissements le cas échéant ou un document attestant que l'association est dûment constituée conformément aux dispositions de l'article 5 du dahir nº 1-58-376 du 3 journada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association;
  - copie des statuts de l'association;
  - document justifiant les attributions conférées à la personne chargée d'assurer, au nom de l'association, le suivi de la procédure de présentation de la pétition.
- ART. 5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016). ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing: Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Annexe du décret n° 2-16-403 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) Forme de la pétition déposée auprès du président du Conseil de la commune

Pétition déposée auprès du président de la commune de :

7.50 S. S.
- Date de dépôt de la pétition :
- Objet de la pétition! :
<ul> <li>Les motifs qui président au dépôt de la pétition et les objectifs qu'elle poursuit :</li> </ul>
<ul> <li>Les données personnelles et les signatures des pétitionnaires ou du représentant légal de l'association</li> </ul>
1) Il faut mentionner la date de dépôt de la pétition et son objet au début de chacune de ses pages.
Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du

Décret n° 2-16-493 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant les conditions d'octroi des indemnités et leurs montants aux présidents des Conseils des communes et arrondissements et leurs vice-présidents, aux secrétaires des Conseils et leurs adjoints et aux présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents.

« Bulletin officiel » n° 6511 du 22 moharrem 1438 (24 octobre 2016).

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique nº 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir nº 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment ses articles 52 et 219;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – Les présidents des Conseils des communes et leurs vice-présidents, les secrétaires des Conseils et leurs adjoints et les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents perçoivent des indemnités de représentation conformément aux dispositions du présent décret.

Les présidents des Conseils des arrondissements et leurs vice-présidents, les secrétaires des Conseils et leurs adjoints et les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents qui ne bénéficient d'aucune indemnité versée par le Conseil de la commune, perçoivent des indemnités de représentation.

Conformément aux dispositions du quatrième alinéa de l'article 52 de la loi organique susvisée n° 113-14, le membre du Conseil de la commune élu dans le Conseil d'une autre collectivité territoriale ou dans une chambre professionnelle, ne peut bénéficier que des indemnités allouées par l'un des organismes précités, selon son choix, à l'exception des indemnités de déplacement.

ART. 2. – Les présidents des Conseils des communes et d'arrondissements et leurs vice-présidents, les secrétaires des Conseils des communes et d'arrondissements et leurs adjoints et les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents perçoivent une indemnité de représentation nette mensuelle selon le tableau annexé au présent décret.

Le montant de l'indemnité de représentation octroyée au président du Conseil de la commune à arrondissements est réduit de moitié lorsque l'intéressé est un membre de l'une des deux Chambres du Parlement ou un fonctionnaire ou agent d'une administration publique ou d'une collectivité territoriale ou un employé ou agent d'un établissement public, d'une entreprise publique ou de toute personne morale de droit public, et qu'il perçoit, à ce titre, un salaire ou une indemnité du budget de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de la personne morale de droit public concerné.

L'indemnité de représentation est versée à la fin de chaque mois et les crédits qui lui sont affectés sont prévus, selon le cas, au budget de la commune ou au compte de dépenses sur dotation de l'arrondissement.

- ART. 3. Les présidents des Conseils des communes et d'arrondissements et leurs vice-présidents ainsi que les autres membres des Conseils des communes et d'arrondissements bénéficient d'indemnités journalières de déplacement à l'occasion des missions qu'ils accomplissent, à l'intérieur du Maroc et à l'étranger, pour le compte du Conseil dont ils sont membres. Les montants de ces indemnités sont fixés comme suit :
  - les présidents des communes de moins de 225 000 habitants perçoivent l'indemnité de déplacement octroyée aux fonctionnaires de l'Etat classés à l'échelle 10 conformément aux textes règlementaires en vigueur;

- -les présidents des communes de plus de 225 000 habitants et les présidents des arrondissements perçoivent l'indemnité de déplacement octroyée aux fonctionnaires de l'Etat classés à l'échelle 11 conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- les présidents des communes à arrondissements perçoivent l'indemnité de déplacement octroyée aux directeurs de l'administration centrale conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- les vice-présidents des Conseils des communes et ceux des Conseils d'arrondissements et les autres membres des Conseil des communes et des arrondissements perçoivent l'indemnité de déplacement octroyée aux fonctionnaires de l'Etat classés à l'échelle 10 conformément aux textes règlementaires en vigueur.

En cas de déplacement à l'étranger, les ordres de mission doivent être signés par le ministre de l'intérieur ou l'autorité déléguée par lui à cet effet.

Les crédits affectés aux indemnités de déplacement sont prévus, selon le cas, au budget de la commune ou au compte de dépenses sur dotation de l'arrondissement.

- ART. 4. Les dispositions de l'article 2 ci-dessus prennent effet à compter de la date d'élection des présidents des Conseils des communes et des Conseils d'arrondissements et leurs vice-présidents, des secrétaires des Conseils des communes et des Conseils d'arrondissements et leurs adjoints et des présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents, en déduisant les indemnités dont ils ont déjà bénéficié conformément aux dispositions du décret n° 2-04-753 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005) relatif aux indemnités de fonction et de représentation allouées aux membres des bureaux des Conseils régionaux, des Conseils des provinces et préfectures, des Conseils communaux et des Conseils d'arrondissements, à compter de la date de leur élection.
- ART. 5. Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-dessus, sont abrogées, à compter de la date de publication du présent décret au « Bulletin officiel », les dispositions applicables aux membres des Conseils des communes et d'arrondissements prévues au décret précité n° 2-04-753 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005).
- ART. 6. Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016)
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie

et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le tableau annexé au décret n° 2-16-493 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016)

Les indemnités de représentation

							T	
Le vice-président de la commission permanente	400	200	009	700	1.000	1.200	1.500	700
Le président de la commission permanente	800	1.000	1.200	1.400	2.000	2.400	3.000	1.400
L'adjoint au secrétaire du Conseil	400	200	009	700	1.000	1.200	1.500	700
Le secrétaire du Conseil	800	1.000	1.200	1.400	2.000	2.400	3.000	1.400
Les vice- présidents	1.400	2.000	2.600	3.000	4.000	5.500	10.000	3.000
Le président de la commune ou de l'arrondissement	2.800	4.200	5.400	7.000	8.000	11.000	30.000	6.000
Les communes selon le nombre d'habitants	Moins de 15 000 hab.	De 15.001 à 25.000 hab.	De 25.001 à 100.000 hab.	De 100.001 à 225.000 hab.	De 225.001 à 500.000 hab.	Plus de 500.000 hab.	Les communes à arrondissements	Les arrondissements

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6511 du 22 moharrem 1438 (24 octobre 2016).

Décret n° 2-16-494 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant les conditions d'octroi des indemnités et leurs montants au président du Conseil de la préfecture ou de la province et ses vice-présidents, au secrétaire du Conseil et son adjoint et aux présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 112-14 relative aux provinces et préfectures promulguée par le dahir n° 1-15-84 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment l'article 53;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),

### DÉCRÈTE:

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la préfecture ou la province et ses vice-présidents, le secrétaire du Conseil et son adjoint et les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents perçoivent des indemnités de représentation conformément aux dispositions du présent décret.

Conformément aux dispositions du quatrième alinéa de l'article 53 de la loi organique susvisée n° 112-14, le membre du Conseil de la province ou la préfecture élu dans le Conseil d'une autre collectivité territoriale ou dans une Chambre professionnelle, ne peut bénéficier que des indemnités allouées par l'un des organismes précités, selon son choix, à l'exception des indemnités de déplacement.

ART. 2. – Le président du Conseil de la préfecture ou de la province et ses vice-présidents, le secrétaire du Conseil et son adjoint, les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents perçoivent une indemnité de représentation nette mensuelle selon le tableau annexé au présent décret.

Le montant de l'indemnité de représentation octroyée au président du Conseil de la préfecture ou de la province est réduit de moitié lorsque l'intéressé est un membre de l'une des deux Chambres du Parlement ou un fonctionnaire ou agent d'une administration publique ou d'une collectivité territoriale ou un employé ou agent d'un établissement public, d'une entreprise publique ou de toute personne morale de droit public, et qu'il perçoit, à ce titre, un salaire ou une indemnité du budget de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de la personne morale de droit public concerné.

L'indemnité de représentation est versée à la fin de chaque mois et les crédits qui lui sont affectés sont prévus au budget de la préfecture ou de la province.

ART. 3. – Le président du Conseil de la préfecture ou de la province et ses vice-présidents ainsi que les autres membres du Conseil de la préfecture ou de la province bénéficient d'indemnités journalières de déplacement à l'occasion des missions qu'ils accomplissent, à l'intérieur du Maroc et à l'étranger, pour le compte du Conseil dont ils sont membres. Les montants de ces indemnités sont fixés comme suit :

- le président du Conseil de la préfecture ou de la province perçoit l'indemnité de déplacement octroyée aux directeurs de l'administration centrale conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- les vice-présidents du Conseil de la préfecture ou de la province perçoivent l'indemnité octroyée aux fonctionnaires de l'Etat classés à l'échelle 11 conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- les autres membres du Conseil de la préfecture ou de la province perçoivent l'indemnité octroyée aux fonctionnaires de l'Etat classés à l'échelle 10 conformément aux textes règlementaires en vigueur.

En cas de déplacement à l'étranger, les ordres de mission doivent être signés par le ministre de l'intérieur ou l'autorité déléguée par lui à cet effet.

Les crédits affectés aux indemnités de déplacement sont prévus au budget de la préfecture ou de la province.

ART. 4. – Les dispositions de l'article 2 ci-dessus prennent effet à compter de la date d'élection du président du Conseil de la préfecture ou de la province et ses vice-présidents, du secrétaire du Conseil et son adjoint et des présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents, en déduisant les indemnités de représentation dont ils ont déjà bénéficié conformément aux dispositions du décret n° 2-04-753 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005) relatif aux indemnités de fonction et de représentation allouées aux membres des bureaux des Conseils régionaux, des Conseils des préfectures et provinces, des Conseils communaux et des Conseils des arrondissements, à compter de la date de leur élection.

ART. 5. – Sous réserve des dispositions de l'article 4 cidessus, sont abrogées, à compter de la date de publication du présent décret au « Bulletin officiel », les dispositions applicables aux membres des Conseils des préfectures et des provinces prévues au décret précité n° 2-04-753 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005).

ART. 6. – Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing; Le ministre de l'intérieur, MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

Le tableau annexé au décret n° 2-16-494 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016)

Les indemnités de représentation

Les préfectures et provinces selon le nombre d'habitants	Le président de la préfecture ou de la province	Les vice- présidents	Le secrétaire du Conseil	L'adjoint au secrétaire du Conseil	Le président de la commission permanente	Le vice-président de la commission permanente
Moins de 300.000 habitants	12.000	7.000	3.400	1.700	3.400	1.700
De 300.001 à 500.000 habitants	14.000	7.000	3.400	1.700	3.400	1.700
De 500.001 à 700.000 habitants	16.000	7.000	3.400	1.700	3.400	1.700
De 700.001 à 1.000.000 habitants	18.000	7.000	3.400	1.700	3.400	1.700
Plus de 1.000.000 habitants	20.000	7.000	3.400	1.700	3.400	1.700

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6511 du 22 moharrem 1438 (24 octobre 2016).

Décret n° 2-16-495 du 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016) fixant les conditions d'octroi des indemnités et leurs montants au président du Conseil de la région et ses vice-présidents, au secrétaire du Conseil et son adjoint, aux présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents ainsi qu'aux présidents de groupes.

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi organique n° 111-14 relative aux régions promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), notamment son article 55;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 29 chaoual 1437 (3 août 2016),

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le président du Conseil de la région et ses vice-présidents, le secrétaire du Conseil et son adjoint, les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents et les présidents de groupes perçoivent des indemnités de représentation conformément aux dispositions du présent décret.

Conformément aux dispositions du quatrième alinéa de l'article 55 de la loi organique susvisée n° 111-14, le membre du Conseil de la région élu dans le Conseil d'une autre collectivité territoriale ou dans une Chambre professionnelle, ne peut bénéficier que des indemnités allouées par l'un des organismes précités, selon son choix, à l'exception des indemnités de déplacement.

ART. 2. – Le président du Conseil de la région et ses vice-présidents, le secrétaire du Conseil et son adjoint, les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents et les présidents de groupes perçoivent une indemnité de représentation nette mensuelle selon le tableau annexé au présent décret.

Le montant de l'indemnité de représentation octroyée au président du Conseil de la région, fixé dans le tableau précité, est réduit de moitié lorsque l'intéressé est un fonctionnaire ou un agent d'une administration publique ou d'une collectivité territoriale ou un employé ou un agent d'un établissement public, d'une entreprise publique ou de toute personne morale de droit public, et qu'il perçoit, à ce titre, son salaire du budget de l'État, des collectivités territoriales, de l'établissement public, de l'entreprise publique ou de la personne morale concerné.

Outre l'indemnité de représentation précitée, le président du Conseil bénéficie d'une indemnité mensuelle dont le montant est fixé à quinze mille (15.000) dirhams, si la région ne lui a pas attribué un logement de fonction sis au siège de la région. Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent à cette indemnité.

L'indemnité de représentation est versée à la fin de chaque mois et les crédits qui lui sont affectés sont prévus au budget de la région. ART. 3. – Le président du Conseil de la région et ses vice-présidents ainsi que les autres membres du Conseil de la région bénéficient d'indemnités journalières de déplacement à l'occasion des missions qu'ils accomplissent, à l'intérieur du Maroc et à l'étranger, pour le compte du Conseil dont ils sont membres. Les montants de ces indemnités sont fixés comme suit:

- le président du Conseil de la région : 350 dirhams à l'intérieur du Maroc et 2500 dirhams à l'étranger;
- les vice-présidents du Conseil de la région : l'indemnité journalière de déplacement octroyée aux directeurs de l'administration centrale conformément aux textes règlementaires en vigueur;
- les autres membres du Conseil de la région : l'indemnité journalière octroyée aux fonctionnaires de l'État classés à l'échelle 11 conformément aux textes règlementaires en vigueur.

En cas de déplacement à l'étranger, les ordres de mission doivent être signés par le ministre de l'intérieur ou l'autorité déléguée par lui à cet effet.

Les crédits affectés aux indemnités de déplacement sont prévus au budget de la région.

ART. 4. – Les dispositions de l'article 2 ci-dessus prennent effet à compter de la date d'élection du président du Conseil de la région et ses vice-présidents, du secrétaire du Conseil et son adjoint, des présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents et des présidents de groupes, en déduisant les indemnités de représentation dont ils ont déjà bénéficié conformément aux dispositions du décret n° 2-04-753 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005) relatif aux indemnités de fonction et de représentation allouées aux membres des bureaux des Conseils régionaux, des Conseils des provinces et préfectures, des Conseils communaux et des Conseils des arrondissements, à compter de la date de leur élection.

ART. 5. – Sous réserve des dispositions de l'article 4 cidessus, sont abrogées, à compter de la date de publication du présent décret au *Bulletin officiel*, les dispositions applicables aux membres des Conseils des régions prévues au décret précité n° 2-04-753 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005).

ART. 6. – Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1438 (6 octobre 2016)
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le ministre de l'économie et des finances,

Le tableau annexé au décret n° 2-16-495 du4 moharrem 1438 (6 octobre 2016)

Les indemnités de représentation

	Σ	lontant de l'i	ndemnité m	ensuelle de	Montant de l'indemnité mensuelle de représentation en dirhams	n en dirhams	
Les régions	Le président du Conseilde la région	Les vice- présidents	Le secrétaire du Conseil	L'adjoint au secrétaire du Conseil	Le président d'une commission permanente	Le vice- président d'une commission permanente	Les présidents de groupes
Les régions	40.000	15.000	4.000	2.000	4.000	2.000	2.000

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6511 du 22 moharrem 1438 (24 octobre 2016).

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 545-17 du 6 rabii II 1438 (5 janvier 2017) portant modification de la nomenclature du tarif des droits de douane.

### LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le code des douanes ainsi que des impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 5 alinéa 3;

Vu l'article 4 § I de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), portant fixation du tarif des droits d'importation, tel qu'il a été modifié et complété;

Vu l'article 216 § II du décret n° 2-77-862 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) pris pour l'application du code des douanes ainsi que des impôts indirects;

Après avis du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique, du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, du ministre de la santé, du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et de la ministre de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire,

### ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER. – La nomenclature du tarif des droits de douane telle que définie par l'article 2 alinéa 1° du code des douanes et des impôts indirects est modifiée conformément aux indications du tableau figurant en annexe à l'original du présent arrêté.

ART. 2. – Un exemplaire du tableau visé à l'article premier ci-dessus est déposé à l'administration des douanes et impôts indirects.

ART. 3. – Le directeur général de l'administration des douanes et impôts indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Rabat, le 6 rabii II 1438 (5 janvier 2017).

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6561 du 19 rejeb 1438 (17 avril 2017).

### TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-16-693 du 10 journada II 1438 (9 mars 2017) portant création d'une société anonyme dénommée « Société Nord pour l'aménagement et le développement SA » (SNAD).

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Exposé des motifs :

La wilaya de la région Tanger-Tétouan-AI Hoceïma, l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord du Royaume, le crédit agricole du Maroc, la Société de développement de la logistique « LOGDEV » relevant de la Société nationale des transports et de la logistique, sollicitent l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, telle qu'elle a été modifiée et complétée, à l'effet de créer une société anonyme dénommée « Société Nord pour l'aménagement et le développement SA » (SNAD).

La création de cette société s'insère dans le cadre du programme intégré du développement de la région, objet de conventions-cadres qui constituent un cadre global du partenariat et de la coopération entre les divers départements gouvernementaux, les collectivités territoriales et les établissements et entreprises publics concernés, en vue d'élaborer une conception de développement intégré sur la base du partenariat et de la convergence des programmes concernant les secteurs de l'économie et des finances, l'habitat et l'urbanisme, la politique de la ville, l'éducation nationale, les habous et les affaires islamiques, la jeunesse et les sports, l'équipement, le transport, la logistique, la santé, l'énergie et les mines, l'eau, l'environnement, la culture, les eaux et forêts, les chemins de fer et les autoroutes. La réalisation des projets programmés sera confiée à la Société Nord pour l'aménagement et le développement SA (SNAD) dont le capital est fixé à 55 millions de dirhams, auquel participent les collectivités territoriales à hauteur de 18,18 %, l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord du Royaume à hauteur de 27,27 %, le Crédit agricole du Maroc à hauteur de 13,63 %, la société de développement de la logistique à hauteur de 27,27 % et la Banque Centrale populaire à hauteur de 13,63 %.

Cette société jouera le rôle d'interlocuteur et de coordinateur vis-à-vis des différents opérateurs. Elle sera également chargée du suivi des réalisations concernant les projets relatifs à l'aménagement et au développement pour le compte des départements gouvernementaux, des collectivités territoriales et des établissements et entreprises publics concernés.

A cet effet, cette société est chargée, sans préjudice des missions confiées à d'autres organismes publics, et sur demande des collectivités territoriales concernées, des missions suivantes:

- l'aménagement, le développement et la gestion des zones industrielles de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima;
- l'entretien, la valorisation et l'exploitation du patrimoine culturel et civilisationnel de la région;

- la réalisation et la gestion des travaux d'aménagement urbain et des équipements communaux, de manière directe ou indirecte, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué, pour le compte des collectivités territoriales ou toute entreprise publique ou privée;
- la construction et la gestion des services communaux ;
- la préservation des espaces verts et de l'environnement des collectivités territoriales de la région;
- la facilitation de l'accès aux services et aux équipements sociaux de proximité;
- la protection et la mise à niveau du tissu urbain de la région ;
- le renforcement et la modernisation des équipements du secteur du transport routier;
- la réalisation des infrastructures et des projets nécessaires au développement de la dynamique économique et commerciale et le soutien des secteurs productifs;
- le renforcement de l'infrastructure et du réseau routier;
- la réalisation, sur demande des collectivités territoriales, des autorités gouvernementales concernées, dans le cadre d'un consensus ou à chaque fois que les circonstances l'exigent, de projets immobiliers à dimension sociale et promotionnelle, et ce dans le cadre de la compétence de la société.

Vu l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990), telle qu'elle a été modifiée et complétée;

Et sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est autorisée la création d'une société anonyme dénommée « Société Nord pour l'aménagement et le développement SA » (SNAD) dotée d'un capital de 55 millions de dirhams, auquel souscrivent les collectivités territoriales (18,18 %), l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord du Royaume (27,27 %), le Crédit agricole du Maroc (13,63 %), la société de développement de la logistique (27,27 %) et la Banque centrale populaire (13,63%).

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 10 joumada II 1438 (9 mars 2017).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing:

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6557 du 5 rejeb 1438 (3 avril 2017).

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 148-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « FRIGUS » pour commercialiser des plants certifiés de pomme de terre.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 journada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié, notamment ses articles premier, 2 et 5;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 622-11 du 10 rabii II 1432 (15 mars 2011) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des plants de pomme de terre,

### ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER. – La société « FRIGUS » dont le siège social sis Douar Ouled Hadda, commune sidi Hajjaj, Casablanca, est agréée pour commercialiser des plants certifiés de pomme de terre.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq (5) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour la même durée, à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois (3) mois au moins, avant l'expiration de la durée de sa validité.

- ART. 3. La déclaration semestrielle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 622-11, des achats, des ventes et des stocks des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « FRIGUS » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.
- ART. 4. L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé.
  - ART. 5. Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel.

    Rabat, le 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 149-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « TECHNOBIZ » pour commercialiser des plants certifiés de pomme de terre.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 journada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié, notamment ses articles premier, 2 et 5;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 622-11 du 10 rabii II 1432 (15 mars 2011) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des plants de pomme de terre,

### ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER. – La société « TECHNOBIZ » dont le siège social sis Hiba 1, immeuble 12, appartement 7, Tamesna, Témara, est agréée pour commercialiser des plants certifiés de pomme de terre.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq (5) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour la même durée, à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois (3) mois au moins, avant l'expiration de la durée de sa validité.

- ART. 3. La déclaration semestrielle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 622-11, des achats, des ventes et des stocks des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « TECHNOBIZ » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.
- ART. 4. L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé.
  - ART. 5. Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel.

    Rabat, le 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 150-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « AGROMILLORA MAROC » pour commercialiser des semences et plants certifiés d'agrumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 journada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié, notamment ses articles premier, 2 et 5;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et du développement rural n° 2098-03 du 8 chaoual 1424 (3 décembre 2003) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences et des plants d'agrumes;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

### ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER. – La société « AGROMILLORA MAROC » dont le siège social sis route principale 1, Km 42, Bouznika, est agréée pour commercialiser des semences et plants certifiés d'agrumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq (5) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour la même durée, à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois (3) mois au moins, avant l'expiration de la durée de sa validité.

- ART. 3. La déclaration prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 2098-03, des achats, des ventes et des stocks de semences et de plants mentionnés à l'article premier ci-dessus, doit être faite par la société « AGROMILLORA MAROC » aux mois de janvier et juillet de chaque année, à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.
- ART. 4. L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n° 1-69-169 susvisé ou des textes pris pour son application.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel.

Rabat, le 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime nº 151-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de l'établissement « KARAMA EL BACHIR » pour commercialiser des semences certifiées de maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des plants certifiés des rosacées à pépins et des semences et plants certifiés des rosacées à noyau.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 journada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié, notamment ses articles premier, 2 et 5;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 857-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses fourragères (luzerne, bersim, trèfle de Perse, pois fourrager, vesce et lupins);

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 859-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de maïs;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 862-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses alimentaires (fève, féverole, pois, lentille, pois-chiche et haricot);

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et du développement rural n° 2099-03 du 8 chaoual 1424 (3 décembre 2003) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences et des plants des rosacées à noyau (abricotier, amandier, cerisier, pêcher, prunier et leurs porte-greffes);

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2157-11 du 16 chaabane 1432 (18 juillet 2011) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des plants des rosacées à pépins;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

### ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER. – L'établissement « KARAMA EL BACHIR » dont le siège social sis Douar Ouled Mimoun, Sidi Jabeur, Béni Mellal, est agréée pour commercialiser des semences certifiées du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des plants certifiés des rosacées à pépins et des semences et plants certifiés des rosacées à noyau.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq (5) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour la même durée, à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois (3) mois, au moins, avant l'expiration de la durée de sa validité.

- ART. 3. La déclaration prévue à l'article 2 de chacun des arrêtés susvisés nºs 857-75, 859-75, 862-75, 2099-03 et 2157-11, doit être faite mensuellement par l'établissement « KARAMA EL BACHIR » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, comme suit :
  - en avril et septembre de chaque année pour les achats, les ventes et les stocks en plants des rosacées à pépins;
  - en avril et septembre de chaque année pour les achats, les ventes et les stocks en semences et plantes des rosacées à noyau;
  - mensuellement pour les achats et les ventes en semences des autres espèces mentionnées à l'article premier ci-dessus.
- ART. 4. L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n° 1-69-169 susvisé ou des textes pris pour son application.
  - ART. 5. Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel.

    Rabat, le 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 152-17 du 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017) portant agrément de la société « PIONAGRI» pour commercialiser des semences certifiées de maïs, de légumineuses alimentaires, de légumineuses fourragères, des oléagineuses, des semences standard de légumes et des plants certifiés de pomme de terre.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 journada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié, notamment ses articles premier, 2 et 5;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, promulguée par le dahir n°1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 857-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses fourragères (luzerne, bersim, trèfle de Perse, pois fourrager, vesce et lupins);

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 858-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de tournesol, carthame, colza, lin, soja et arachide;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 859-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de maïs;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 862-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses alimentaires (fève, féverole, pois, lentille, pois-chiche et haricot);

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 622-11 du 10 rabii II 1432 (15 mars 2011) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des plants de pomme de terre;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

### ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER. – La société « PIONAGRI » dont le siège social sis angle rue de Craoune et rue de l'Aisane, N°22, Casablanca, est agréée pour commercialiser des semences certifiées de maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, des semences standard de légumes et des plants certifiés de pomme de terre.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq (5) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour la même durée à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois (3) mois au moins, avant l'expiration de la durée de sa validité.

- ART. 3. La déclaration prévue à l'article 2 de chacun des arrêtés susvisés n°s 857-75, 858-75, 859-75, 862-75, 971-75 et 622-11, doit être faite par la société « PIONAGRI» à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires comme suit :
  - chaque six (6) mois pour les achats, les ventes et les stocks en plants de la pomme de terre;
  - mensuelle pour les achats et les ventes en semences pour les autres espèces mentionnées à l'article premier ci-dessus.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou des textes pris pour son application.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel.

Rabat, le 28 rabii II 1438 (27 janvier 2017).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement par intérim et du ministre de l'économie et des finances n° 404-17 du 9 journada I 1438 (7 février 2017) approuvant l'avenant n° 1 à l'accord pétrolier « Moulay Bouchta » conclu, le 3 ramadan 1437 (9 juin 2016), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT PAR INTERIM,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 ramadan 1412 (1<sup>er</sup> avril 1992), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 27-99 promulguée par le dahir n° 1-99-340 du 9 kaada 1420 (15 février 2000), notamment ses articles 4 et 34;

Vu la loi n° 33-01 portant création de l'Office national des hydrocarbures et des mines promulguée par le dahir n° 1-03-203 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003);

Vu le décret n° 2-93-786 du 18 journada I 1414 (3 novembre 1993) pris pour l'application de la loi n° 21-90 susvisée, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-99-210 du 9 hija 1420 (16 mars 2000), notamment son article 60;

Vu le décret n° 2-04-372 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004) pris pour l'application de la loi précitée n° 33-01;

Vu le décret n° 2-16-879 du 19 moharrem 1438 (21 octobre 2016) mandatant des membres du gouvernement pour assurer l'intérim de certains de leurs collègues;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'éau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 2444-14 du 18 chaabane 1435 (16 juin 2014) approuvant l'accord pétrolier « Moulay Bouchta » conclu, le 24 journada II 1435 (24 avril 2014), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited » ;

Vu l'avenant n° l à l'accord pétrolier « Moulay Bouchta » conclu, le 3 ramadan 1437 (9 juin 2016), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited », relatif à l'extension de 12 mois de la durée de validité de la période initiale des permis de recherche « Moulay Bouchta Ouest » et « Moulay Bouchta Est », à la modification du programme de travaux de recherche de ladite période et à la modification des modalités de la garantie bancaire,

### ARRÊTENT:

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent arrêté, l'avenant n° l à l'accord pétrolier « Moulay Bouchta » conclu, le 3 ramadan 1437 (9 juin 2016), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited ».

ART. 2. – Le présent arrêté conjoint sera publié au Bulletin officiel.

Rabat, le 9 journada I 1438 (7 février 2017).

Le ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement par intérim,

Le ministre de l'économie et des finances,

MOULAY HAFID ELALAMY.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6560 du 15 rejeb 1438 (13 mars 2017).